

TELEPHONES
Administration . . . Main 3058
Rédaction Main 3058
Chef du service de l'information . . . Main 3059
Rédacteur du Sport . Main 1535

Le Canada

ABC
Edité
1915
ASS. LEGISLATIVE
QUEBEC
LA POSTE
... \$3.00
... 1.00

VOL. XV — No 26

Vents frais. — Beau et frais

MONTREAL, VENDREDI, 4 MAI 1917

Température : Min., 34 ; Max., 44

PRIX : DEUX SOUS.

LE GOUVERNEMENT EST DENONCE EN PLEINE CHAMBRE PAR UN DE SES PLUS ARDENTS PARTISANS

**M. COCKSHUTT, DEPUTE CONSERVATEUR DE BRANTFORD, DIT
A SES AMIS QUE NOUS VIVONS DANS UN PARADIS DE FOUS
ET QU'IL FAUT QU'UNE BONNE FOIS ON S'OCCUPE DE
FIXER LE PRIX DES VIVRES AU CANADA**

**LE GOUVERNEMENT NE PEUT PLUS TARDER ET DOIT METTRE FIN AU
REGNE DES SPECULATEURS**

**M. KYTE PROPOSE DE FAIRE REQUISITIONNER TOUT LE BLE
DISPONIBLE, SOIT 75 MILLIONS DE MINOTS ET DE LE FAIRE
MOUDRE AU PLUS BAS PRIX PAR LES MEUNIERES, SI-
NON DE NATIONALISER LES MINOTERIES**

**M. Carroll, député de Cap Breton, déclare que les vivres sont tellement
chers que des familles de soldats souffrent de la faim**

Ottawa, 3. — "Ce dont nous avons besoin à l'heure actuelle, ce sont des actes un peu plus sérieux. Les gants blancs ne sont plus de mise. Dans un avenir très rapproché le gouvernement fédéral actuel — ou un autre gouvernement — devra s'occuper du prix des vivres au Canada et faire quelque chose pour les fixer. Nous vivons dans un paradis des fous. Nous croyons que nous faisons notre part dans la guerre actuelle, mais à part l'envoi des troupes canadiennes sur la ligne de feu et quelques regards sur la liste des pertes, de temps à autre, nous avons fait bien peu. Nous devons porter notre part du fardeau. Les prix des vivres peuvent être contrôlés, ils sont contrôlés dans tous les autres pays du monde et ils peuvent être contrôlés au Canada pareillement."

Telles sont les paroles par lesquelles M. Cockshutt, député conservateur de Brantford, condamnait hier, en pleine chambre des Communes l'attitude du gouvernement actuel. Venant d'un député conservateur, ces déclarations sont doublement précieuses. Elles sont le cri d'alarme d'un homme qui voit clair et qui devant la catastrophe qui se prépare ne peut faire autrement que de protester contre l'incurie de ceux qui gouvernent le pays. C'est par ses propres partisans que le gouvernement est condamné. La conscience est plus forte que l'esprit de parti et tous les jours des indépendants se manifestent dans les rangs du parti conservateur.

La question de l'augmentation du coût de la vie était soulevée en effet hier après-midi par M. KYTE qui demandait l'ajournement de la chambre pour discuter de cette importante question. Et M. KYTE disait sans embage au gouvernement ce qu'il avait à proposer pour faire face à ce problème angoissant de l'augmentation toujours croissante du coût de la vie. Le projet est simple et rationnel. M. KYTE propose au gouvernement de réquisitionner tout le blé libéré à l'heure actuelle dans le pays. Il n'y a pas longtemps, le ministre des Finances déclarait qu'il restait au Canada environ soixante et quinze millions de boisseaux de blé de plus que nous n'en avons besoin à l'heure actuelle. Et M. KYTE propose au gouvernement de réquisitionner ce blé, de faire des arrangements ensuite avec les meuniers canadiens afin de faire moulinier ce grain à des prix raisonnables. Dans le cas où les meuniers refuseraient d'offrir des conditions avantageuses le gouvernement pourrait s'emparer provisoirement des meuneries et les opérer lui-même en vertu de la loi de guerre.

Et M. KYTE dit que la chose presse. La situation à l'heure actuelle au pays est des plus sérieuses. Il n'est pas besoin d'insister sur ce fait, déclare le député de Richmond, quand on voit la farine faire un bond de une piastre et vingt en une seule journée. Il y a là de la spéculation éhontée et le gouvernement a le devoir d'y mettre fin sans délai.

C'est le général ministre du Travail qui répond à M. KYTE. M. CROUCHER cite à peu près tous les chiffres qu'il peut trouver pour montrer que les prix des vivres ont augmenté dans tous les pays d'Europe depuis le commencement de la guerre. Et finalement après avoir tenu la Chambre dans les chiffres vides de sens plus d'une heure, il annonce qu'il a envoyé dans le cours de l'après-midi un des employés de son département à Montréal, le commissaire O'Connor pour s'enquérir des conditions actuelles et des prix du blé et de la farine.

M. CARROLL, de Cap Breton répond au ministre du travail, et déclare qu'il est honteux d'entendre un ministre responsable traiter d'une question aussi importante d'une façon aussi enfantine. Le gouvernement n'a rien fait pour empêcher l'augmentation déraisonnable du prix des vivres et il doit en porter la responsabilité. M. Carroll déclare que des familles de soldats qui ont été tués à la guerre souffrent actuellement de la famine dans son comté et dans plusieurs autres des provinces maritimes. Partout ailleurs, on a fixé le prix des vivres. Seul le gouvernement canadien a laissé les entrepreneurs faire tous les profits qu'ils ont voulu sans se soucier du pauvre peuple qui à l'heure actuelle souffre de faim, et qui n'a d'autre perspective à l'heure actuelle que de voir s'aggraver l'état de choses actuel.

M. BENNETT de Simcoe prend part à la discussion. Comme à l'ordinaire il est d'un vide désespérant et d'une folichonnerie extraordinaire. Il déclare que l'opposition n'a d'autre but que de faire de la politique et que la résolution de M. KYTE n'a pas sa raison d'être. Si le blé se vend à deux piastres le minot, la farine ne peut pas être à moins de dix piastres le baril puisqu'il faut cinq minots de blé pour faire un baril de farine. Si le blé est à trois piastres le minot la farine doit nécessairement monter à quinze piastres.

M. WHITE lui-même n'est pas certain que les prix soient exorbitants; il dit que le gouvernement ne peut rien faire pour fixer les prix avant que d'être renseigné. Et il promet que s'il est prouvé qu'il y a spéculation, le gouvernement agira.

M. MACLEAN de Halifax, appuie de quelques paroles la proposition de M. KYTE.

A la reprise de la séance à huit heures, M. Cockshutt, député conservateur de Brantford continue le débat. Il rappelle que dès le mois de mars 1915 il présentait à la Chambre une résolution demandant au gouvernement d'exercer un contrôle effectif sur le prix des vivres. Et M. Cockshutt croit que la motion de M. KYTE aujourd'hui est des plus opportunes: "Un pays qui est en

guerre ne peut pas s'attendre à vivre confortablement comme en temps de paix. La question du coût de la vie est la plus importante à l'heure actuelle pour les ouvriers. Ils demandent au gouvernement d'agir. Ils ne lui demandent pas de faire autre chose que ce qui s'est fait dans les autres pays à part le Canada. Les Etats-Unis ne sont en guerre que depuis un mois environ et déjà ils ont nommé un dictateur des vivres. Au Canada l'horizon est loin d'être serein à l'heure actuelle. Il y a moins de terrain ensemencé cette année que l'an dernier et la température est très mauvaise. Il est temps que le Canada ait lui aussi son dictateur des vivres, un homme qui puisse faire l'éducation du peuple canadien et lui montrer les sacrifices à faire.

Et M. Cockshutt croit que le gouvernement devrait demander aux hôtels de réduire leurs menus.

"Dire que c'est la loi de l'offre et de la demande qui règle les prix en temps de guerre, c'est simplement jouer autour de la question, continue M. Cockshutt, après avoir dit que l'augmentation des gages des ouvriers n'a pas été proportionnée à l'augmentation du coût de la vie.

"Ce dont nous avons besoin à l'heure actuelle ce sont des actes sérieux. Les gants blancs ne sont plus de mise à l'heure actuelle. Nous devons donner une direction au peuple et le peuple suivra. Où trouverez-vous un homme qui voudrait se placer devant une table remplie et laisser la moitié de son menu si on lui rappelait que des gens meurent de faim dans d'autres pays amis. Il y a au Canada plus de neuf cent mille ouvriers, d'après le recensement de 1911. Croyez-vous qu'ils sont habitués à la réduction des vivres? Ils le sont et dans un avenir très rapproché le gouvernement actuel ou un autre gouvernement, devra s'occuper de fixer le prix des vivres au Canada. Nous avons vécu dans un paradis des FOUS. Nous croyons que nous faisons notre part dans la guerre actuelle, mais à part l'envoi des troupes canadiennes à la ligne de feu et un regard de temps à autre sur la liste des pertes, nous avons fait bien peu.

"Nous devons supporter notre part du fardeau qui pèse actuellement sur le monde civilisé. Le prix des vivres peut être contrôlé, il est contrôlé dans tous les autres pays en dehors du Canada et il peut pareillement être contrôlé ici."

"N'y aurait-il pas aussi moyen de réduire le prix des charnues", interpose le ministre du Travail qui se sent mal sous cet orage venant d'une source inattendue. M. Cockshutt est fabricant de machines agricoles: "Je viens d'entendre, réplique M. Cockshutt, le ministre du Travail demander de combien je réduirais le prix des charnues. Le ministre peut les payer le prix qu'il voudra. Le temps est passé où il peut me faire taire en me menaçant d'une charnue, car il y a plus de vingt ans que j'ai abandonné ce commerce. Chaque fois que j'ai quelque proposition à faire en cette chambre, il se trouve toujours quelqu'un d'esprit supérieur pour me lancer en réponse, la question des charnues. Le ministre n'aurait pas dû parler si haut. Quand je lui fais une proposition raisonnable, il me répond par la charnue."

Il va sans dire que sous cette douche, le général ministre du Travail ne revenait pas à la charge.

Et M. Cockshutt terminait en disant qu'il lui faisait peine d'être obligé de s'inscrire en marge de son parti, mais en temps de guerre un homme doit dire ce qu'il pense.

M. MCCREA de Sherbrooke déclare que le gouvernement est en partie responsable du mal qu'ont les fermiers à trouver de l'aide pour faire leurs travaux. Les employés dans les fabriques de munitions gagnent des salaires fabuleux et le résultat en est que les fermiers ne peuvent plus trouver d'aide.

M. TURRIF, député libéral d'Assiniboine, déclare qu'il est surpris de voir l'attitude du gouvernement sur cette question du coût de la vie. Le gouvernement fait mine de ne pas croire à la spéculation, mais la chose est patente, dit M. Turrif. Le ministre des finances nous déclare il y a quelques jours qu'il y a en Canada à l'heure actuelle un million de minots de patates de reste. Mais pourquoi alors le prix est-il monté à quatre piastres la poche? Le ministre disait cet après-midi qu'il y avait 75 millions de boisseaux de blé de reste au Canada. Comment se fait-il que le prix de la farine ait atteint un prix si élevé? Comment se fait-il qu'il y a quelque six semaines Sir George Foster offrait aux fermiers de l'Ouest \$1.30 le minot pour le blé de première qualité?

Le gouvernement n'a rien fait. Et le ministre du Travail croit qu'il va pouvoir satisfaire les appels du peuple en le bourrant de chiffres. Le ministre des Finances, qui est à la tête du gouvernement à l'heure actuelle, déclare M. Turrif, devrait donner un congé au ministre du Travail et prendre lui-même la question en mains. En homme d'affaire il n'y a pas de doute qu'il trouverait une solution rationnelle.

M. MEIGHEN répond à l'opposition en parlant de toute sorte de chose autre que du sujet. Il déclare que la proposition de l'opposition est trop vague pour être considérée et que l'opposition a bien mauvaise mine de citer les Etats-Unis en exemple quand lord Northcliffe citait le Canada aux Etats-Unis comme exemple.

M. SUTHERLAND débite des sonnettes quelques minutes durant et M. KYTE clôture le débat en montrant tout (A suivre à la page 7)

A BAS CONSTANTIN

LES HELLENES RESIDANT EN FRANCE VEULENT UNE REPUBLIQUE GRECQUE.

Paris, 3. — Le congrès des colonies helléniques, représentant les Grecs les plus influents résidant en France, en Angleterre, aux Etats-Unis et dans toutes les parties du monde, s'est réuni à Paris. Il a envoyé à la France, à l'Angleterre et à la Russie, puissances protectrices de la Grèce, une déclaration disant qu'il est convaincu que le roi Constantin par sa politique germanophile non déguisée conduisait rapidement la Grèce à une ruine certaine. Il place son entière confiance dans le gouvernement Vénizelos.

La déclaration contient des charges très graves contre les princes de la famille royale de Grèce. Elle les accuse de venir à Londres, à Paris, à Petrograd et à Berlin dans le but d'intriguer contre le gouvernement national de Grèce; elle cite les paroles du prince George, héritier du trône, adressées à son régiment la veille des Vêpres athéniennes: "Ne laissez pas un seul Français vivant sur le sol grec."

La déclaration conclut en demandant l'expulsion du roi Constantin et de toute sa dynastie; elle affirme que le système monarchique, même réellement constitutionnel, est impossible en Grèce. Elle réclame pour l'avenir une république comme étant la seule forme de gouvernement conforme aux traditions nationales de la Grèce et elle demande aux puissances protectrices de reconnaître la république hellénique aussitôt qu'elle aura été proclamée par une assemblée constituante.

LA MISSION ITALIENNE

SA COMPOSITION

Rome, 3.—On annonce officiellement que la mission spéciale qui sera envoyée en Amérique se composera de M. Arlotto, ministre des transports, du prince d'Udine, fils aîné du duc de Gènes, du sénateur Marconi, du marquis Borsarelli, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, et des députés Cluffelli et Nitti, tous deux anciens ministres.

M. HARRY MCLAUGHLIN DEVRA CHOISIR L'OFFENSIVE ANGLAISE EST

REPRISE HIER, A ARRAS

UNE DECISION DU MINISTRE DES DOUANES, QUI ETONNE BEAUCOUP.

(Du Correspondant du "CANADA").

Ottawa, 3.—Au ministère des Douanes, on a annoncé, ce matin que, M. Harry McLaughlin qui avait été nommé maître des cargaisons (shipping-master), en février dernier, et qui remplissait cette fonction avec celle d'assistant-percepteur des douanes à Montréal, devra abandonner l'une ou l'autre de ces positions.

On se rappelle que M. McLaughlin avait été nommé maître des cargaisons quelques jours après le départ de la Douane de M. R. S. White, ancien percepteur.

GRANDE ACTIVITE AERIEENNE SUR LE FRONT FRANÇAIS

QUATRE AVIONS ALLEMANDS SONT DETRUITS PAR LES AVIATEURS FRANÇAIS TANDIS QUE QUINZE AUTRES SONT GRAVEMENT ENDOMMAGES.

LES ALLEMANDS BOMBARDENT REIMS

(Cable de la Presse Associée).

Paris, 3. — Le communiqué officiel publié ce soir, dit: "De vifs duels d'artillerie ont eu lieu dans divers secteurs du front de l'Aisne. Les Allemands ont violemment bombardé Reims aujourd'hui. Dans le voisinage de Bray-en-Laonnois, un de nos détachements de reconnaissance, au cours d'un raid dans les lignes ennemies, a ramené environ quarante prisonniers."

"Le duel d'artillerie a été intermittent en Champagne, mais il n'y a pas eu d'engagement d'infanterie."

"Le 2 mai, nos avions de chasse ont déployé une grande activité. Dans les divers combats aériens qui sont survenus, nos pilotes ont abattu quatre avions allemands; quinze autres ont été vus tombant très endommagés en dedans des lignes ennemies."

"Dans la nuit du 29 au 30 avril, une de nos escadrilles a bombardé la gare et des usines de Thionville. Le premier mai, nos aviateurs ont jeté 320 kilos de projectiles sur le champ d'aviation ennemi à Sissonne. La nuit suivante, le même champ a été bombardé et 2,000 kilos de projectiles y ont été jetés causant un violent incendie dans les hangars."

"Dans la nuit du 1er au 2 mai, un de nos canons a bombardé les gares de chemins de fer à Béthéniville, Pont-Faverger et Châtelet, où un violent incendie a éclaté à la suite d'explosions."

"SALONIQUE, ARMEE DE L'EST, 2 MAI — Un violent combat d'artillerie a eu lieu sur tout le front. Un avion ennemi a été abattu hier dans les lignes anglaises."

"COMMUNIQUE BELGE — L'artillerie a été active des deux côtés entre Dixmude et Lizerna. Près de Steenstraete, il y a eu un combat de bombes et à la grenade."

50,000 Volontaires Demandés

POUR LA

Milice de la Défense du Canada



Si vous ne pouvez pas aller outre-mer, faites votre part volontairement en vous enrôlant dans l'armée des jardins du Canada. Pourquoi ne pas faire vos plans maintenant pour le terrain que vous pouvez cultiver?

Nous pouvons remplir toutes vos demandes de graines, engrais chimiques, outils, etc., aux prix justes.

Boyaux de jardins, de	\$.25 à \$.75
Rateaux de jardins, de	.40 à .90
Bêches de jardins, de	.75 à 1.35
Truelles de jardins, de	.20 à .35
Emondoirs, de	.35 à 1.25
Scies à émonder, de	.75 à 1.00
Cisailles, de	1.25 à 1.50
Fourches à fumier, de	1.25 à 1.35
Tondeuses à gazon	5.00 à 9.00



L. J. A. SURVEYER,

LIMITEE

Quincaillerie et outils.

52 BOULEVARD ST-LAURENT

M. HARRY MCLAUGHLIN DEVRA CHOISIR L'OFFENSIVE ANGLAISE EST

REPRISE HIER, A ARRAS

UNE VIOLENTE BATAILLE S'EST DEROULEE PENDANT TOUTE LA JOURNEE D'HIER DE L'OUEST DE QUEANT AU NORD DE FRESNOY. — PLUSIEURS CENTAINES DE PRISONNIERS ALLEMANDS.

LA LIGUE HINDENBURG ENVAHIE

(Cable de la Presse Associée).

Londres, 3. — Les troupes anglaises ont atteint Chérisy, ont traversé la ligne Hindenburg vers Reincourt et ont signalé la prise de Bullecourt, dit le correspondant de l'agence Reuter aux quartiers généraux anglais.

LES ALLEMANDS LUTTENT AVEC LA DERNIERE ENERGIE

Londres, 3. — Une bataille d'une terrible intensité a fait rage toute la journée sur les principaux points du front d'attaque des troupes anglaises, écrit le correspondant de l'agence Reuter. La bataille était telle qu'on ne pouvait que difficilement définir la situation mais on peut dire que ce fut une fructueuse journée pour nos vaillantes troupes. Les plus importants gains furent obtenus sur les deux flancs du front d'attaque, tandis que vers le centre, jusqu'à la vallée de la Scarpe, nous avons fait des progrès moins grands à cause de l'intensité des mitrailleuses ennemies cachées.

Malgré la résistance des troupes allemandes massées en grand nombre, les Canadiens ont pris Fresnoy. Oppy, cependant, est encore trop puissamment fortifié pour tenter de le prendre par une attaque directe de front. Le bois qui se trouve devant le village était littéralement infesté de mitrailleuses.

Les Allemands luttent avec l'énergie du désespoir. Les mitrailleuses étaient aussi perchées dans les arbres et des lignes de fils de fer barbelés ont été découvertes, de sorte que l'attaque sur cette place n'est véritablement qu'une reconnaissance en force et nos troupes sont revenues afin de permettre aux artilleurs de concentrer leur feu sur les obstacles que l'infanterie venait de découvrir.

Au sud de la Sensée, la bataille s'est développée en un balayage des plus heureux, nos troupes atteignant Chérisy. Des tactiques convergentes sur Reincourt, ont porté notre avance au-delà de la ligne Hindenburg et menacent d'isoler la garnison de Bullecourt. Au rapport que la garnison était capturée, mais le rapport n'a pas été confirmé.

Plusieurs nouvelles divisions ont été identifiées à diverses parties du front, démontrant que les Allemands continuent d'employer leurs réserves stratégiques. Des contre-attaques, généralement sur une grande échelle, ont été lancées contre tous les points où nous venions de progresser. L'ennemi a réussi à reprendre un peu de terrain à Gavrelle, mais les contre-attaques ont été généralement brisées par le feu de notre artillerie, qui a été partout maintenue au maximum d'intensité.

COMMUNIQUE OFFICIEL DU WAR OFFICE

Londres, 3. — Le communiqué officiel suivant a été publié ce soir: "Une violente bataille s'est déroulée toute la journée de l'ouest de Queant au nord de Fresnoy, quatre milles à l'est du village de Vimy. L'ennemi a de nouveau employé de grandes réserves d'hommes et de canons et il a plusieurs reprises lancé des contre-attaques sur tout le front pratiquement."

"Ces troupes ennemies ont beaucoup souffert du feu concentré de notre artillerie et de nos mitrailleuses tant avant que pendant l'assaut actuel."

"En dépit de l'opiniâtreté de l'ennemi, nos troupes ont envahi ce matin un secteur de la ligne Hindenburg à l'ouest de Queant et elles s'y sont (A suivre à la page 7)

au poste de police No 1, d'où l'on envoyait quelques hommes sur les lieux mais malgré les recherches les plus actives on n'a pas encore pu retrouver le corps du malheureux garçon.

time ambition de la situer en bonne place parmi ses voisins et qui sait même, peut-être, un jour, un jour prochain, l'élever au rang des ro-

Le Canada

Montréal, Vendredi, 4 Mai 1917.

Pour enrayer la hausse des vivres

LA FERMETURE DES MARCHES DE SPECULATION ET LA HAUSSE DES PRIX.

Mercredi, on annonçait que le prix des farines à Montréal avait baissé de 60c, le baril, (190 livres). Jeudi matin, nouvelle annonce. Cette fois, le prix est haussé de \$1.20 le baril.

Ces fluctuations énormes du jour au lendemain n'affectent pas seulement le consommateur, elles affectent aussi le boulanger qui ne sait plus où il en est, et qui, à son corps défendant, est obligé de monter le prix de son pain pour correspondre au plus haut prix de la farine, et d'attendre pour le baisser que le marché devienne plus stable. Il lui est impossible en effet de savoir quel prix il lui faudra payer son prochain achat de farines.

Elles sont, d'ailleurs, invraisemblables, ces fluctuations, en ce sens qu'elles ne peuvent correspondre qu'à des fluctuations purement spéculatives du blé. Il est absurde que, d'une journée à l'autre, la valeur légitime, marchande, du blé, ait augmenté de 25 cents par minot.

Mais cette augmentation s'est produite sur les marchés des livraisons futures, c'est-à-dire sur les marchés spéculatifs, à Chicago et à Winnipeg. C'est ainsi que ces marchés, qui en temps normal régularisent peut-être les prix, ne font, en temps de guerre, que les démolir.

Il est temps que les autorités gouvernementales s'occupent de cette situation et, maintenant que les Etats-Unis sont nos alliés, que notre Ministre du Commerce, Sir George Foster, est à Washington, en contact avec le gouvernement des Etats-Unis, il est urgent qu'une entente entre les deux gouvernements se produise pour fermer les marchés à terme et empêcher ainsi les spéculateurs sur marge de bouleverser toute l'économie de l'alimentation du pays.

Et cette mesure devrait être suivie d'une autre plus efficace encore : le contrôle des prix par les gouvernements. C'est notre seule sauvegarde contre la rapacité de ces oiseaux de proie qui s'enrichissent de la misère du peuple.

Déjà, aux Etats-Unis, on pressent que ce contrôle par l'Etat va être imposé d'un jour à l'autre.

Les fournitures de denrées alimentaires pour lesquelles le département de la marine a demandé des soumissions le 19 avril, vont être placées sous ce contrôle. Les soumissionnaires ont en effet été notifiés d'avoir à faire leurs livraisons immédiatement, à des prix qui seront fixés en temps et lieu par le Président des Etats-Unis.

Ceux qui se rappellent l'orgie des fournitures militaires en l'automne de 1914, s'imagineront combien de millions on aurait pu épargner aux contribuables canadiens, si l'on avait procédé à Ottawa, comme on le fait à Washington!

Un champion de la liberté

LE GENERAL SMUTS ET L'AUTONOMIE DE SON PAYS.

Tandis que MM. Borden et Rogers, faisant le jeu des impérialistes de la Grande-Bretagne et du Canada, s'efforcent de compromettre le gouvernement de M. Lloyd-George à une centralisation de l'empire après la guerre, il est un homme d'Etat, vraiment digne de ce nom, qui ne craint pas de dire au gouvernement impérial : "Ne touchez pas à l'autonomie des dominions!"

Lorsqu'on lui a conféré à Edimbourg le droit de cité, le général Smuts, parlant en son nom et au nom du premier ministre de l'Union Sud-Africaine, rappelait que, il y a quinze ans, l'un et l'autre combattaient contre l'empire britannique pour défendre la liberté de leur nation.

Et aujourd'hui, ajoutait-il, on voit les Boërs venir volontairement se battre aux côtés des soldats de l'empire britannique. Ce miracle, c'est la politique éminemment sage et libérale du gouvernement impérial qui l'a produit.

"On a rendu aux Boërs, en leur donnant l'autonomie, la liberté qu'ils avaient craint de perdre et c'est pour cela qu'ils viennent aujourd'hui, avec vous, combattre pour la liberté contre l'autocratie militariste".

Certes, si le Canada avait été représenté à la conférence impériale par Sir Wilfrid Laurier, au lieu de Sir Robert Borden, on aurait entendu le chef libéral exprimer les mêmes pensées que le général Smuts. Sir Wilfrid Laurier, qui, l'autre jour, disait impossible que l'Irlande restât privée de son autonomie jusqu'à la fin de la guerre entreprise pour sauver l'autonomie de la Belgique, de la Serbie et du Monténégro, eût ajouté que cette guerre libératrice ne pouvait avoir pour résultat la perte de l'autonomie des nations de l'empire britannique!

Pourquoi faut-il que le général Smuts soit seul, à la conférence, à parler de liberté, en l'absence de tout représentant de l'Australie, et en présence de Sir Robert Borden!

La conspiration contre M. Borden

SOMMES-NOUS GOUVERNER PAR UN NOUVEAU "NID DE TRAITRES"?

Dans un discours prononcé l'autre jour à Lindsay, dans le comté qu'il représente, par Sir Sam Hughes, l'ex-ministre de la Milice a commis des insinuations qui auraient eu un bien plus grand retentissement, si elles avaient eu lieu en séance du parlement.

Elles sont, cependant, de nature si sérieuse qu'il est impossible de les laisser passer sans commentaires.

D'après Sir Sam Hughes, par exemple, il y avait, au temps où il était ministre, une conspiration ourdie entre Sir Thomas White, le ministre des Finances et Sir Georges Perley, le ministre de la Milice en Angleterre, pour

prestige et de popularité.

Certes, Sir Robert Borden n'a guère plus de prestige ou de popularité que n'en avait Sir MacKenzie Bowell, et son extraordinaire faiblesse de caractère ne le rend pas plus apte à faire face à une grave crise gouvernementale.

Mais le côté grave et sérieux de la situation ainsi révélée par Sir Sam, c'est que, en pleine guerre, et lorsque l'on faisait appel à l'union de toutes les bonnes volontés au Canada, il existait, au sein même du ministère, une conspiration pour renverser le premier ministre.

Que dire, maintenant, à la lumière de cette révélation, des attitudes d'indignation et des accusations d'antipatriotisme avec lesquelles les députés et les journaux conservateurs accueillent aujourd'hui la moindre critique contre le gouvernement Borden?

Si l'on manque de patriotisme parce que l'on critique les achats de chevaux par M. Dewitt Foster, les ventes de pansements par M. Garland, les commissions de M. Allison, les abus du patronage, les contradictions des ministres et le désarroi général du gouvernement, que faut-il penser des ministres qui conspirent contre leur chef?

Et ceux qui frémissent d'horreur à l'idée de troubler la conscience des électeurs et de rompre l'unité du pays par une campagne électorale, que pensent-ils de ces ministres qui osent conspirent pour renverser le gouvernement — puisque, le chef parti, le ministère n'existerait plus — et provoquer une crise ministérielle en pleine guerre, en pleine organisation de notre participation à la guerre?

Si Sir Sam Hughes a dit la vérité, s'il y a eu, s'il y a encore conspiration au sein du ministère, n'est-ce pas plutôt une raison péremptoire pour un appel au peuple, le juge en dernier ressort, le seul en état de rétablir l'harmonie dans le ministère, fallût-il pour cela en changer complètement le personnel?

Certes, le ministère Borden, par ses actes et ses omissions, par sa mauvaise politique et son incompétence, mérite d'être chassé du pouvoir au plus vite.

Mais cette nécessité paraît doublement urgente, maintenant qu'on sait que c'est un "nid de traitres" et qu'on y conspire presque ouvertement contre le chef même du gouvernement!

S'il n'avait pas...

M. Borden s'est déclaré fier à Londres de la façon dont le Canada a répondu à l'appel de la guerre; et s'est porté à l'aide de la mère-patrie.

Et si le premier ministre n'avait pas eu la maladresse de fixer dans le temps notre participation à un chiffre illusoire, elle apparaîtrait mieux encore sous son vrai jour, loyale et magnifique.

Le Malheur

Un député d'Ontario a déclaré en Chambre qu'il y a dans Ontario sept mille cinq cents faibles d'esprit. Le grand malheur, c'est qu'on ne permet à quelques-uns d'entre eux d'écrire dans les gazettes tories.

A ses côtés

M. Borden a affecté de se montrer sévère vis-à-vis des deux députés compromis dans les scandales de pansements et des chevaux de guerre; mais il n'a tenu aucun compte de la condamnation de M. Rogers par le juge Galt.

M. Rogers est plus que jamais son lieutenant de grade et son maître d'inspiration: il l'a accompagné à Londres et il reprendra à ses côtés, à Ottawa, sa place prépondérante dans le gouvernement.

Les Chemins de fer

Le problème des chemins de fer canadiens est l'un des plus graves de notre vie économique. Seul le Pacifique canadien, grâce aux innombrables octrois en terres que le gouvernement MacDonald lui avait concédés dans l'ouest, peut tenir tête aux affaires.

D'autre part, l'exemple de l'intercolonial fait encore hésiter ceux qui sont défavorables au projet de nationalisation. Le problème se pose ainsi: "Vaut-il mieux subventionner ou supporter les déficits?"

Les Pierres

Les torys sont capables de tout inventer et ils en étaient à soutenir dans Ontario que non seulement Québec n'a pas fourni de soldats à la guerre, mais encore qu'on y jette des pierres aux soldats des autres provinces qui sont de passage chez nous.

Si nous avions à jeter des pierres, ce serait bien plutôt à ces odieux fauteurs de préjugés, dont les calomnies deviennent de plus en plus intolérables.

Entre deux eaux

Forcé de reconnaître le principe de la franchise du blé, qui était à la base de la politique libérale de 1911, le gouvernement ultra-protectionniste guidé par M. White tâchera cependant de concéder le moins possible dans la pratique.

Il cherche ainsi àurrer l'ouest sans déplaire trop à la bande de tristes qui l'ont mis au pouvoir et cherchent à l'y maintenir coûte que coûte.

Correspondance

A propos de la "Gazette"

M. le directeur,

Je vois dans votre numéro d'hier, un excellent article où vous notez les causes du changement de direction à la Gazette et où vous montrez que le clan militant du parti tory a exigé de M. Smeaton White un journal plus agressif, "plus dévoué à la cause", si lui et son journal voulaient s'assurer de nouvelles faveurs du gouvernement.

Savez-vous que la Gazette a reçu \$110,000 du gouvernement fédéral comme patronage au cours de la dernière année?

Dans les circonstances, il n'est pas étonnant que la Gazette consente à tout, fût-ce à se contredire journellement sur la question de prolongation et à insulter les Canadiens-français.

Elle est grassement payée pour le faire.

Veuillez bien me croire, Votre tout dévoué,

UN LECTEUR.

Montréal, le 3 mai, 1917.

ENTRE ALLIES

Pierres de France et d'Italie.

Il y a eu récemment, à Rome, une cérémonie d'un bien grand et simple élan. Pendant la conférence interparlementaire, qui a réuni députés français et italiens, devant une assistance considérable, M. Franklin-Bouillon a fait cette belle déclaration: "Au nom du peuple français, je mets ces pierres de la cathédrale de Reims et du fort de Douaumont au peuple romain, pour être conservées dans ce Capitole où toutes les gloires du monde sont venues aboutir".

Voilà de nobles, d'émouvantes paroles! Ces pierres apportées pieusement symbolisent à la fois nos souffrances et notre héroïsme, notre martyre et notre âpre volonté de vaincre. Mais, en même temps, elles portent témoignage de la barbarie, de la férocité teutonnes. Ces fibres comme vivantes arrachées à notre cœur national de Reims seront le signe le plus évident de notre foi en nous-mêmes, de notre confiance dans notre durée, du sentiment mystique de notre destinée.

Plus que les paysages, en effet, œuvres de Dieu, les pierres des plus beaux monuments comme des plus humbles demeures représentent vraiment la vie d'un peuple, l'âme d'une nation. Liées et superposées dans l'architecture des cathédrales, des hôtels de ville, des hôpitaux, des théâtres, des maisons, elles sont l'image même de notre solidarité; c'est par le ciment que les hommes sont unis. Aussi, pour certaines intelligences éprises d'histoire, rien, aucune forêt, aucune plage, ne déclara la grandeur sacrée, la poésie d'une cité. Quelle vallée, quel désert, vaudrait en émotion ces paysages de l'esprit: Paris, vu des hauteurs de Montmartre; Rome, du Pincio; Florence, de Fiesole; Avignon, des tours de Villedieu, ou Grenade, du Généralife. Ces grandes pages pétrifiées, c'est de l'histoire qui se dégage, du passé qui lutte encore, de l'avenir qui germe. Ces vastes halles de vivants sont en même temps des cimetières de siècles. Dominant les ondulations des toits, la circulation des rues, comme les mâts font un port, les tours, les clochers, les cheminées d'usine se lèvent pour grouper les hommes autour d'un intérêt commun. On entend un sord et perpétuel grondement monter de la cité en travail. Tout ce qui peine, souffre, se débat et s'étourdit, dans cette ruée aux innombrables cavités, n'a d'autre but que de préparer demain, et chacun mourra après avoir jeté la semence de quelques années à venir; là est le sens même de la vie.

Du haut du Père-Lachaise, regardant à ses pieds l'énorme Paris, Eugène de Rastignac disait, défiant la ville: "A nous deux, maintenant!" Mais nous, des hauteurs de Rome ou de Lutèce, oubliant nos intérêts privés, nous soulevons notre responsabilité, nous nous mélangons à l'ardente espérance qui soulève les peuples en lutte, et nous participons de tout notre cœur à cet élan généreux qui emporte l'une comme l'autre, deux des plus vieilles nations du monde, deux de celles qui ont réalisé le plus de civilisation et de culture véritables. Et, comme au soleil couchant, quand des flammes immatérielles font une apothéose aux façades, ces deux fleuves illustres prennent d'éclat, sous la pourpre qui descend jusqu'à eux! L'un a vu passer ces consuls sévères et ces empereurs ambitieux qui ont dominé le monde, l'autre, ces rois si patients, si sages, et d'un esprit si continu, dont l'œuvre minutieuse et lente a permis à la France de se constituer et d'acquiescer ces vertus qui l'aident encore aujourd'hui!

Nous aimons cet hommage apporté à nos pierres par la libre Italie. Ici, depuis des siècles, nous entourons les siennes d'un culte fervent et dévot. On les voit, dès le dix-septième siècle, combler à demi les grands espaces, équilibrer les majestueuses perspectives de Nicolas Poussin et de Claude Lorrain. Ne donnent-elles pas aux tableaux de Hubert Robert leur caractère nostalgique et romantique? Plus près de nous, c'est Granel, c'est Corot; aujourd'hui, c'est René Menard. Mais, plus encore que les peintres, nos écrivains, nos poètes ont célébré les pierres d'Italie. Qu'on songe aux cadences éloquentes et soudain brisées de Chateaubriand, aux rêveries élégantes de Lamartine, aux décors délicieusement mystérieux et rococo que Musset imagine derrière ses coquettes et ses désabusés enthousiastes. Gautier dresse le catalogue des pierres de Venise, Stendhal rend la vie aux petites principautés disparues, Michelet, dans une vision prophétique, autour de Michel-Ange, évoque une Italie désolée, Taine étudie et compare. Et voici la Florence d'Anatole France, dessinée dans un style aussi pur que la ligne de ses coteaux, Sienna la ruée, que Bourget nous montre toute vaporisée par les scènes shakespeariennes de Pinturicchio, la Venise romanesque et dédardée de Mauriac Barres.

Et, par un heureux hasard, Henri de Régnier vient d'ajouter à ces portraits de villes une image de Venise, dans l'illusion héroïque de Tito Bassi. Je sais bien ce récit savoureux, gouailleur et cruel à pour but de nous conter les déconvenues d'un Vicentin qui a voulu se vouer à l'art dramatique, et que les infortunes du sort obligent à n'être qu'un pitre, mais, cette anecdote spirituelle est prise dans la peinture d'une ville italienne du XVIIIe siècle, de ses mœurs, de ses personnages, de ses bouffonneries, de ses duretés.

Mais, en fin de compte, je crois que l'intention de M. Régnier a été de donner une place à Venise dans cette galerie de peintures italiennes que nos écrivains ont déroulée depuis l'amer Joachim du Bellay jusqu'au charmant président de Jussieu.

A travers ces pages, on voit se dresser la cité de Venise, sévère dans son élégance, ses rues étroites et tortueuses qui sinuent entre des palais de Palladio, aux façades imposantes, ornées de pilastres aussi hauts qu'elles, on admire cette campagne opulente, mollement vallonnée, dont les coteaux ont le contour épanoui et rond d'une épaule de déesse, dont la lumière ambree à l'éclat que lui ont conservé Giordano et le Titien. On y entre en ce minuscule et délicieux théâtre olympique pour admirer ces singuliers décors en trompe-l'œil, qui détournent le malheureux Tito Bassi de la voie de la raison. On y monte jusqu'à cette Rotonda, pareille à un grand temple de l'amour, et dont la place centrale, qui l'occupe toute, ouvre par quatre portes sur les plus beaux horizons.

M. de Régnier excelle à ces reconstitutions italiennes; qui ne se souvient de la Rome de La Double Maitresse, de la Naples du Passé Vivant, de la Venise de La Peur de l'Amour et des Images Vénitienes?

C'est qu'il a, plus que personne, l'amour, le respect et le sentiment de ces vieilles pierres vénérables sur quoi est assise la gloire d'un grand peuple. Mais que nos amis d'Italie ne se méprennent pas sur nos sentiments; ils ont tendance à nous reprocher notre amour excessif de leur passé; nous n'en respectons pas moins leur présent. Nous savons qu'ils retrouvent au fond de leur atavisme millénaire une activité grandiose, un besoin ardent de civilisation plus heureuse. Ils veulent être les fiers constructeurs de Rome et de l'Italie du XVIe siècle, ils ont le sens inné de la construction, de l'ordre et de la liberté. Toute barbarie, toute oppression leur sont en horreur.

Aussi, se sont-ils dressés à nos côtés contre le souffle de mort qui venait en tempête des vieilles forêts germaniques. Ce souffle, n'ayant pu détruire les peuples, s'est acharné contre les pierres. Celles que nous avons déposées au Capitole proclameront à jamais notre délivrance.

Edmond JALOUX.

(Le Gaulois.)

UNE PAGE D'HISTOIRE

La Fayette et Rochambeau

Les Américains ne sont pas de ceux qui oublient. Le souvenir de l'intervention de la France dans la guerre de l'indépendance leur est toujours cher, et ils en donnent aujourd'hui de magnifiques témoignages.

Parmi les noms des Français qui apportèrent, il y a bientôt un siècle et demi, le secours de leur épée aux colonies anglaises de l'Amérique du Nord, avides de liberté, ceux de La Fayette et de Rochambeau sont restés les plus populaires de l'autre côté de l'Atlantique. Rappelons donc le rôle que jouèrent là-bas nos deux illustres compatriotes.

Mais d'abord, il est indispensable de dire quelques mots des causes qui précipitèrent les événements auxquels ils prirent part.

Après la paix conclue à Paris en 1763, qui assura à l'Angleterre de nouvelles possessions en Amérique, le gouvernement anglais voulut que ses colonies de l'Amérique du Nord contribuassent dans une large mesure aux charges que supportait la métropole.

En conséquence, en mars 1764, le Parlement, sur la proposition du ministre, lord Bute, déclara que les colonies devaient participer aux dépenses de l'Angleterre, et le mois suivant il vota des droits d'entrée vraiment énormes sur certains produits importés d'Amérique.

Les colons protestèrent violemment par la voix de leurs assemblées locales et par celle de la presse, déjà puissante à cette époque. Le gouvernement anglais n'en tint aucun compte et l'année d'après, c'est-à-dire en 1765, il fit adopter par le Parlement deux nouveaux bills: l'un introduisant la taxe du tabac dans les colonies, l'autre imposant la taxe du sucre dans les colonies.

Et, l'autre imposant à ces dernières l'obligation de fournir aux troupes royales des logements et des vivres en nature. Ces deux bills mirent le feu aux poudres.

A partir de ce moment, les colonies anglaises de l'Amérique du Nord furent en état d'insurrection et, après de nombreux incidents dont le récit ne saurait trouver place ici, un congrès général des colonies de Massachusetts, New-York, Rhode-Island, New-Hampshire, Georgie, New-Jersey, Delaware se réunirent le 1er septembre 1774, à Philadelphie, afin d'aviser aux mesures à prendre.

Peut-être, avec plus de douceur et de ménagements, le gouvernement métropolitain eût-il pu enrayer, momentanément au moins, le mouvement d'indépendance qui se dessinaient avec autant d'énergie; mais, au contraire, et il faut bien l'avouer, il commit d'irréparables fautes.

Les colonies levèrent des troupes et combattirent avec des alternatives de succès et de revers les troupes royales commandées par les généraux Gage, Clinton, Burgoyne, Howe et Cornwallis. Enfin, le 4 juillet 1776, le Congrès proclama solennellement l'indépendance des Etats-Unis!

Il fallait quelque courage pour jeter ainsi le gant à la puissante Angleterre, car les affaires du nouvel Etat marchaient intérieurement aussi mal que possible. L'armée de Washington ne comptait plus que 3,000 hommes et celle de Sullivan n'était guère plus nombreuse. Mais le génie de Washington valait plusieurs armées; il le prouva en battant les Anglais, qu'il surprit le 25 décembre 1776, et en écrasant quelques jours après le général Cornwallis à Princeton.

L'insurrection des colonies anglaises de l'Amérique du Nord rencontra en France d'ardentes sympathies. Le roi Louis XVI, la reine Marie-Antoinette, tous les Princes, la plus haute noblesse, l'opinion populaire elle-même firent des vœux ardents en faveur des insurgés.

C'est alors que le marquis de La Fayette sollicita du Roi l'autorisation d'aller combattre avec Washington. Arrivé à Philadelphie, il demanda à servir comme simple volontaire. Il fut presque aussitôt blessé grièvement; mais, à peine rétabli, il eut le commandement d'un régiment de milices, c'est-à-dire de paysans à peine dégrossis. Il n'en battit pas moins une armée composée de soldats aguerries. Le Congrès lui vota des remerciements et le plaça à la tête d'une division, avec le grade de général en chef; mais La Fayette n'accepta l'honneur qui lui était fait qu'à la condition de rester sous les ordres de Washington.

Le héros français se distingua peu après à la bataille de Monmouth, puis, sauva Sullivan en retraite; il entra ensuite en France pour lever des troupes. C'est à ce moment (1779) que la France reconnut officiellement l'indépendance de l'Amérique.

A la fin de 1779, La Fayette était de retour aux Etats-Unis. A Boston, où il se rendit, il annonça, au milieu du plus grand enthousiasme, l'arrivée prochaine du général Rochambeau, avec plusieurs milliers de Français.

C'est encore La Fayette qui, en 1780, fut chargé de la défense de la Virginie. Il avait sous ses ordres à peine 5,000 hommes dénués de tout, c'est-à-dire mourant à peu près de faim, à moitié nus et très mal armés. Le général français, avec ces pauvres éléments, tint tête au général Cornwallis, qui commandait une trentaine de mille hommes... Lorsque les forces de Rochambeau et de Washington vinrent enfin se joindre aux troupes fédérales, Cornwallis capitula, et ce succès des Franco-Américains fut dû à la ténacité, à l'intelligence, à l'inaltérable courage de La Fayette, qui trouva encore le moyen de se distinguer à l'assaut de Yorktown...

On sait que c'est au lieutenant-général comte de Rochambeau que Louis XVI confia le commandement du corps français qu'il envoya aux Etats-Unis. Aucun choix ne pouvait être plus heureux. Rochambeau eut d'abord affaire au général anglais Clinton, qui l'immobilisa pendant quelque temps; mais l'arrivée de la flotte française, placée sous les ordres de l'amiral de Grasse, lui permit de faire sa jonction avec l'armée de Washington et, ainsi que nous l'avons dit tout à l'heure, l'armée de Cornwallis fut obligée de mettre bas les armes.

L'Amérique actuelle n'a pas oublié la dette que l'Amérique de la fin du dix-huitième siècle avait contractée envers la France. Et c'est en exaltant avec un nouvel enthousiasme les services éminents que lui rendirent jadis deux nobles Français, La Fayette et Rochambeau, qu'elle met sa main dans la nôtre et qu'elle s'apprête à combattre avec nous, pour sauver le droit et la civilisation en péril. Honneur à elle! Mais, en ces jours mémorables d'alliance sacrée contre la plus hideuse des tyrannies, souvenons-nous, nous aussi, que c'est à un roi de France, au malheureux Louis XVI, qui, seul en Europe, aida officiellement les colonies anglaises d'Amérique à conquérir leur indépendance, que nous devons de voir le drapeau étoilé flotter à côté du drapeau tricolore...

Georges WULFE.

(Le Gaulois.)

L'INTERVENTION DES MENAGERS

Québec, 3 — La ligue des ménagers de Québec a décidé, hier soir, de demander au gouvernement fédéral de fixer le prix maximum des denrées alimentaires, et de faire des démar-

Cartes Professionnelles

Avocats

Geoffrion, Geoffrion & Cusson
Avocats, etc.
No 97 RUE ST-JACQUES
Edifice de la Banque d'Hochelaga
Victor Geoffrion, C.R.
Aimé Geoffrion, C.R.
Victor Cusson, C.R.
Phone Main 10

BERARD & FILS

AVOCATS
Edifice Duluth—50, Notre-Dame Ouest
MONTREAL
L.-P. Berard, C. R.
Chas. H. Berard, L.L.B. Tél. Main 4661.
278—n

Spécialistes

Les maladies des voies urinaires
même les plus chroniques sont guéries
par les traitements de la

CLINIQUE MEDICALE
VINOUREY
281 rue Beaudry, près Sainte-Catherine.
Traitements des plus célèbres spécialistes
français.
CONSULTATIONS GRATUITES
HOMMES 8 à 12 A.M. FEMMES 2 à 4 P.M.
7 à 9 P.M.
Consultations par correspondance
et à domicile (Tél. Est 6919). 46—n

SERO-CLINIC

DOCTEUR MANSEAU

No 92 rue Sherbrooke Ouest.

VOIES URINAIRES

606 Guérison rapide du CANCER et
TUMEURS malignes même non
opérables. FATALITES MALADIES
DU SANG, DE FIEBRE et PROSTATE.
Heures 2 à 4 P.M. 149—n

Fits-U—Eye-glasses
VOS YEUX DEMANDENT
UNE ATTENTION SPECIALE
Consultez-moi
J. A. LANGLOIS
Spécialiste de la vue
Ophtalmien et Opticien
de la Province de Québec et de l'Etat
de New-York.
Examen Scientifique de la vue avec
Instruments Modernes.
68 RUE ST-JACQUES, MONTREAL
En face de "La Presse"
TEL. MAIN 686 270—M—Y—Y

CARTES D'AFFAIRES

Toujours en mains le meilleur pain
français et beige fait par la maison

MEDARD PAQUETTE
18 BLVD ST-JOSEPH OUEST.
TEL. ST-LOUIS, 863. MONTREAL.
214—J—N—O

Entrepreneurs Généraux

J. B. GRATTON, LIMITEUR, Entrepreneurs
Généraux, Ateliers, 605 Ave
Labrecque Téléphone Est 1502.

Comptables, Liquidateurs

ALEX. DESMARTEAU, 60 N.-D.-E.

Banques

BANQUE D'HOCHELAGA, 95 St-Jacques.

BANQUE IMPERIALE, 284 St-Jacques.

Banques d'Epargne

LA BANQUE D'EPARGNE DE LA CITE
ET DU DISTRICT DE MONTREAL
Bureau chef, 176 rue St-Jacques
et quatre succursales à Montréal.

Papeterie

JOSEPH FORTIER, 210 Notre-Dame
Ouest.

Banquiers

GARAND, TERROUX & CIE, agents
de change, No 48 Notre-Dame Ouest,
près Place d'Armes.

Valises

J. E. FOURNIER, 9 Notre-Dame Ouest,
3 magasins.

Fonderie (Etna)

BEAUPRE & FILS, 697 St-Paul.

Assurance contre l'incendie

CIE WESTERN — INCENDIE ET MARINE
R. HICKERDIEKE, gérant, 31 rue St-Pierre.

Fournaise à Eau Chaude

UNIVERSITE LAVAL

FACULTE DES ARTS

Sixième conférence publique de littérature française.

La fierté nationale au temps du romantisme

M. René Gauthier a fait hier soir sa sixième conférence de littérature française. Il a parlé de la poésie patriotique au temps du romantisme. Nous commençons aujourd'hui la publication de la première partie de cette conférence. Nous continuerons demain.

Il faut remonter aux jours les plus sombres de la guerre de Cent Ans pour trouver une date où le patriotisme français ait été mis à une aussi lourde épreuve qu'au lendemain de Waterloo. Trois armées étrangères étaient maîtresses de la capitale; les hordes prussiennes et autrichiennes n'y étaient arrivées qu'après avoir défilé au passage tout le pays par des atrocités sans nom; cent mille soldats français étaient condamnés à se replier au sud de la Loire, sans combattre et la rage au cœur; nos monuments publics étaient livrés au pillage; le roi de France subissait l'humiliation suprême de se retirer au milieu des siens que sous la protection de l'étranger et de paraître ainsi l'allié de ceux qui traitaient la nation en ennemie; enfin par un traité ignominieux, la France cédait quatre places fortes et quatre cents lieues carrées de son territoire, payait une rançon de sept cents millions et s'engageait à entretenir elle-même sur son propre sol les envahisseurs pendant trois années au moins; tel était, après vingt-cinq ans de victoire, l'odieux abaissement infligé à un peuple qui à parfois voulu imposer la liberté aux autres, mais qui n'a jamais accepté la servitude chez lui.

Il y eut un moment de stupeur; on avait tant besoin d'espérance. Les soldats au peuple d'oublier la gloire et les misères du passé. Mais le peuple n'oubliait pas. Il se souvenait d'avoir été grand et voulait encore l'être. Et il prêtait une oreille attentive à toutes les voix qui lui enseignaient l'orgueil et l'espérance. Il écoutait les poètes.

Les triomphes impériaux n'avaient jusqu'alors inspiré à la Muse française aucun chant qui ne méritât d'être oublié. Le lyrisme officiel s'était traîné dans l'ornière du faux classicisme expirant. Les jours d'Austerlitz et d'Iéna sont également ceux des Arnauts, des Esmeralds et des Bours-Lormans. D'ailleurs, le chant triomphal de l'épique et du bruit du canon couvrait toute autre voix; et quelle poésie eût pu s'élever à la hauteur des bulletins de victoire que le maître envoyait de toutes les capitales de l'Europe.

Maintenant il ne s'agissait plus que de consoler l'âme blessée du peuple: la vraie poésie patriotique, celle qui part du cœur et du cœur allait enfin renaitre. Mais, à vrai dire, c'est toute la poésie qui renaissait alors, et le nom seul de romantisme évoquait-il pas devant notre esprit l'idée d'un prestigieux renouveau? L'art devient plus riche, le vers plus chantant, la pensée plus chrétienne et plus française, et l'espérance insuite de splendides génies de notre littérature de la grande poésie purement nationale dont elle avait été privée jusqu'alors.

Nous l'étudierons dans ses manifestations diverses pendant les trente années du mouvement romantique. Nous la verrons successivement rendre au peuple la fierté et l'espérance après la défaite, encourager de sa sympathie la nation guerrière dans sa lutte pour la liberté, descendre dans la rue aux jours de nos guerres civiles, et enfin créer autour de l'homme dont le nom domine le siècle et va dominer notre histoire, une majesté et une forme épique par laquelle il deviendra comme un dieu national.

Le premier poète dont la voix se soit fait entendre aux jours douloureux de l'invasion est aussi peut-être de tous les poètes du siècle celui qui la gloire rompt le plus vite. Il y a peu de succès littéraires qui puissent être comparés à celui des Mésénienes de Casimir Delavigne. Ce la nous étions aujourd'hui: nous trouvons cette poésie un peu froide et pâle; l'appareil de l'éloquence nous y dissimule trop souvent la sincérité de l'émotion. Et cependant le cœur de tout un peuple a battu à la lecture de ces odes où le poète nous fait pour titres: La Bataille de Waterloo, — la Dévastation du Musée et des Monuments, — Du besoin de s'unir après le départ des étrangers. Mais pour l'examen seul de ces titres un peu longs vous devinez une des raisons pour lesquelles l'émotion populaire ne fut pas durable: Ce sont des poésies de circonstance; le poète donnait une voix à la souffrance ou aux aspirations d'un jour. Au fur et à mesure que le temps est venu cette voix n'a éveillé que des échos de plus en plus lointains. Rien n'est pourtant plus légitime, rien même n'est plus fécond pour la poésie que de s'inspirer des grandes réalités contemporaines. C'est ce que fera Victor Hugo et il citera pour s'en justifier, en cas de besoin, le mot de Goethe: "Toutes les poésies sont des poésies de circonstance." Mais c'est à la condition que le cœur et la pensée du poète ne demeurent pas trop enfoncés dans le présent et qu'ils dégagent des réalités un élément d'art éternel. Ainsi un poème inspiré par un événement historique pourra émuvoir par sa valeur artistique et humaine les hommes de tous les temps. Le poète de vingt-deux ans qui traduisait en éloquentes périodes rythmées les sentiments des Français de 1815 ne connaissait que son âme et la sienne. Et par malheur il ne connaissait pas la langue, trop bien leur langue. Cette langue fausement noble et poétique nous paraît aujourd'hui, après la révolution opérée par le romantisme, dix fois plus vieille encore que les événements qu'elle raconte et les sentiments qu'elle traduit. Casimir Delavigne a réchauffé sa sensibilité et renouvelé son imagination au contact de Shakespeare et de Byron, mais il continue d'employer le vocabulaire de l'abbé Deslille. Chez lui les soldats sont des guerriers, l'artillerie se nomme la foudre; une épée est un glaive, un cheval devient un coursier; la poussière du champ de bataille s'agit sous le nom de poudre, la mort se désigne sous le nom de trépas; pas d'église ni de cloches, cela est prosaïque, mais l'airain sacré et le temple, telle est la langue de la poésie; enfin il n'est pas jusqu'à nos préfets qui ne deviennent très dignement mé-

connaissables sous le titre de proconsuls.

Le poète n'a pas su davantage se défendre de ce style abstrait et général du 18^e siècle qui est le contraire même de la poésie puisqu'il ne s'adresse qu'à la raison sans intéresser ni l'imagination ni le cœur.

Rien de plus froid, rien qui mérite moins d'être dit en vers. On comprend l'importance et la difficulté de la réforme opérée par le romantisme lorsqu'on lit des vers comme celui-ci:

Ces guerriers dont le Nord a mois-

sonné la fleur.

Le Nord mot abstrait pour désigner les neiges de la Russie; Victor Hugo plus tard dira tout simplement: "Il neigeait!"

Mais en 1815 la poésie craint encore le style imagé, à moins qu'il ne s'agisse de figures approuvées depuis longtemps, bien usées, purement livresques, sans aucune valeur esthétique. Le poète jette cette formule oratoire en parlant des morts de Waterloo:

Ah! ne les pleurons pas! Sur leurs

fronts triomphants

La palme de l'honneur n'a pas été

flétrie.

Qu'est-ce que la palme de l'honneur? A quelle institution contemporaine nous fait-elle penser? Et ne faut-il pas remonter jusqu'aux Romains pour en comprendre le sens. C'est pour un triomphe purement romain que cette poésie prétendue française et traduite des poètes latins. L'olivier que les neuf dixièmes des Français ne connaissent pas y est toujours le symbole de la paix et le poète ne saurait rêcher la concorde à ses compatriotes sans les inviter, en style de Lucain à étouffer le flambeau des guerres intestines.

Car ce poète est un bon élève de l'Université impériale. Il a mis à profit le dictionnaire de la fable et l'histoire romaine. C'est ainsi qu'il désigne toutes les Muses par leurs petits noms, sans pitié aucune pour le lecteur peu érudit qui sera exposé à les confondre. L'Opéra et le Théâtre français sont pour lui des débris de la Grèce et de Rome. Il ne se demande point si les historiens ont le courage de raconter la bataille de Waterloo, non, il transpose cette pensée trop simple en un distique d'Ovide:

Clio, sans que la plume échappe de

ses doigts

Pourra-t-elle en tracer les pages?

Et lui-même ne pourra nous parler de cette bataille sans la comparer, que dis-je, sans l'assimiler à une autre dont il a lu la magistrale description dans les Annales de Tacite.

Eloignez de mes yeux ce monument

De la fureur, des nations (l'infamie)

O mort éternelle, que restes-tu?

Varus, rends-nous nos légions!

Il est tellement obsédé par ses souvenirs classiques que souvent et d'instinct et inconsciemment peut-être il imite même ses compatriotes. Lorsque vous l'entendez s'écrier:

Quel siècle en trahisons fut jamais

plus fertile?

Ne pensez-vous pas malgré vous à la fameuse exclamation de Joad:

Et quel temps fut jamais plus fertile

en miracles?

Lorsque, dans une de ses meilleures pièces, Jeanne d'Arc parle de nos tribus opprimées, bien qu'assurément les Français n'aient jamais été peuples en tribus, n'est-ce pas une reminiscence des tribus allemandes de la tragédie d'Esther? Lorsqu'il nous montre le bataillon sacré de Waterloo fier de conquérir le trépas, n'est-ce pas un oblige-t-il pas à penser qu'il a voulu donner une autre édition du fameux distique de Lebrun:

Il est beau, quand le sort nous plonge

De paraître le conquérir.

Et en effet son lyrisme ressemble étrangement à celui des poètes de la fin du 18^e siècle. Examinez la forme de ses strophes de son élegie sur la bataille de Waterloo, vous y trouverez un à un tous les procédés beaux et plus oratoires que poétiques par lesquels Lefranc de Pompignan, Lebrun, Marie-Joseph Chénier donnaient à leurs périodes cette allure échevelée qu'ils prenaient pour du mouvement. La première strophe est une exclamation: "Ils ne sont plus!" La seconde est une imprécation: "Malheur à vous!" La troisième est une suite d'interrogations.

Que dis-je? quel Français n'a répan-

sur nos défenseurs expirants...

Viennent ensuite les apostrophes: "Cachés dans ces soldats..." puis les descriptions de la bataille qui est belle et dont nous reparlerons, puis l'hypothèse: "Les voilà, ces héros..." enfin des réflexions morales et politiques, de bons conseils déguisés en vers français bien sages.

Vous voyez donc que ce poète ne semblait pas apporter une formule d'art nouvelle. Sur un point seulement il modifiait les habitudes de ses prédécesseurs. Ses éloges n'étaient point comme celles d'André Chénier, écrites en alexandrins à rimes plates, elles n'étaient point non plus composées de strophes égales comme celles de Millevoys ou de Gilbert. Le poète adoptait un rythme plus libre, des périodes lyriques de toutes formes et de toutes dimensions. C'était là visiblement un souvenir des choeurs de la tragédie racinienne. Ce procédé favorisait la liberté de l'inspiration qui façonne le vers et la période à son image; mais il prête aussi aux développements prolifiques et inutiles: c'est un écueil que le trop jeune poète n'a pas toujours su éviter.

J'ai insisté sur les défauts; car pour bien comprendre les réformes opérées par le romantisme il est nécessaire de connaître dans le détail les caractères de la poésie qu'il veut remplacer. Mais ces défauts les contemporains immédiats ne les voyaient pas et ils n'étaient frappés que de ce que nous aimons encore aujourd'hui en Casimir Delavigne: la noblesse de la pensée et la sincérité du sentiment patriotique. De là viennent un grand nombre de

beaux vers qui sont dignes de ne pas être oubliés.

Sans doute il n'a pas la fougue épique d'un Victor Hugo en présence de la vieille garde qui va se sacrifier en vain. Mais il exprime très simplement et il nous fait partager son émotion et sa douloureuse fierté:

Le bataillon sacré seul devant une

armée

S'arrête pour mourir.

C'est en vain que, sur d'une

Les vainqueurs dans leurs

Pier de la conquérir il court, il s'en

La Garde, avait-il dit meurt et ne se

On dit qu'en les voyant couchés sur

D'un respect douloureux frappa par

L'ennemi, l'œil fixé sur les

Les regards sans peur pour la pre-

mière fois.

Il ne faut pas oublier qu'un pleurant les vaincus de Waterloo, le jeune poète faisait preuve d'un esprit libéral et presque audacieux. C'était le temps où les agents de police arrachaient du corsage des dames les oeillets, symboles de la fidélité à l'empire. Pour lui il ne veut pas que l'on diminue la France d'une de ses gloires et qu'on s'occupe des fleurs. Il demande à ses concitoyens d'oublier leurs préférences et de s'unir autour du drapeau, quel qu'il soit, contre leurs ennemis.

Etouffons le flambeau des guerres

intestines.

Soldats, le ciel prononce, il rebelle

Adoptez les couleurs du héros de

En donnant une larme au drapeau

(d'Austerlitz).

Quand les étrangers furent partis, il consacra une pièce tout entière à développer cette idée qui lui tenait à cœur. Il mettait son œuvre sous la protection de Henri IV, "le plus français des rois dont s'honore la France" et il lui demandait que tous ses enfants devinssent "un peuple de frères."

Il cherchait, dans le passé, les grands et indiscutables saints de la patrie autour desquels nous pouvions tous nous réunir. Est-ce, comme on le dit, la haine de l'Angleterre qui arrêta son choix sur Jeanne d'Arc. Je ne sais. Peut-être. Le jeune Normand élève dans l'ombre des canons qui gardent le port du Havre, n'a pas ressouvenir des émotions de sa jeunesse.

J'ai aimé du port natal l'appareil mi-

J'ai aimé les noirs canons, gardiens

J'ai aimé la grande voix que j'ai

Ces vieux mortiers d'acier sous qui

Enfant, j'ai aimé la France: aimer la

C'était détester l'Angleterre.

Mais il y a autre chose que ce sentiment passionné dans les deux éloges qu'il a consacrés à notre héroïne nationale. D'abord le poète croit à la divinité de la mission de Jeanne.

C'est Dieu qui l'a voulu, c'est le Dieu

Qui regarde en pitié les pleurs des

malheureux.

Cela nous paraît aujourd'hui tout naturel; mais pensez, je vous prie, qu'en 1820 Voltaire est encore le dieu Voltaire et qu'on lit et qu'on admire son écoeuvant et ennuyeux poème de la Pucelle. Soyez assurés qu'en affirmant sa croyance aux voix de Jeanne d'Arc, Casimir Delavigne s'expose aux railleries féroces des admirateurs de Beranger et des lecteurs de Paul-Louis Courier. Ceux d'entre eux pourtant dont le rire voltairien n'avait pas définitivement glacé le sang dans les veines, ne purent sans doute s'empêcher d'être émus par la narration des derniers instants de la martyre:

Ses Christ avec ardeur Jeanne baisait

Du long cheveu épars flottant

Au pied de l'échafaud sans se

de visage.

Elle s'avancant à pas lents,

Tranquille, elle y monta quand de-

Elle vit ce bélier qui allait dévorer

Les bourreaux en suspens, la flamme

Sentant son cœur faillir elle baissa

Et se prit à pleurer.

Je sais bien que le poète ne se maintiendra pas à cette hauteur. Il y aura de la romance dans la suite, il y aura de la déclamation. Mais voilà pourtant des vers qui par leur sujet et par leur facture et par le sentiment qui s'en dégage annoncent autre chose que ce qu'on avait vu jusqu'ici. Il y a de l'âme et il y a du chant. Ce n'est pas encore Lamartine; mais on sent qu'il n'est pas très loin.

À cette occasion, une messe solennelle sera célébrée, le matin, dans la chapelle du collège. Dans l'après-midi, il y aura banquet et séance.

On jouera "Un Brave" de Charles Bret et "La Grammaire" de Eugène Labiche.

Tous les anciens: professeurs, bienfaiteurs, élèves et amis sont cordialement invités.

UN BUREAU GENERAL D'ACHATS POUR LES ALLIES

Sir Hardman Lever, expert financier de la mission anglaise, en laisse voir l'établissement à Washington. — M. Balfour reçoit à dîner.

Washington, 3. — Sir Hardman Lever, expert financier de la mission anglaise, a laissé entendre qu'un établissement central d'achat à Washington pour les provisions achetées aux Etats-Unis par les gouvernements alliés.

Sir Hardman a eu soin de dire que les négociations à cet effet n'étaient pas encore terminées, mais il a fait remarquer pourquoi un tel bureau serait essentiel pour procurer l'administration la plus économique des fournitures et des produits par ce pays et la plus juste distribution de produits parmi les diverses nations. Le gouvernement américain est prêt à faire sa part pour que les Alliés aient pour leur argent de ce qu'ils achèteront aux Etats-Unis.

Discutant la situation financière mondiale, l'expert anglais a exprimé l'opinion que l'Allemagne sera pratiquement en banqueroute dans le crédit sur les marchés après la guerre.

— Nos ennemis, dit-il, ont bien leur facilité de production, mais ils n'ont jamais eu le courage d'envisager leurs problèmes financiers; le résultat en est qu'après la guerre cela leur sera dur de le discuter.

Les gouvernements allemands ont entassé emprunt populaire sur emprunt populaire, dit-il, et leurs intérêts seront si lourds qu'ils pensent qu'ils auront à repudier une grande partie de leur dette, ce qui serait en lui-même

LA COOPERATION DES MARINES ALLIEES

Déclarations de l'amiral Chocheprat.

Washington, 3. — Le vice-amiral Chocheprat, représentant le ministre de la marine dans la mission française, a fait les déclarations suivantes aux représentants de la presse:

"J'ai toute raison d'espérer que nous réussirons à établir la coopération la plus étroite entre les marines américaines et alliées pour assurer la liberté des mers, la protection du commerce et le triomphe de nos droits."

"Le gouvernement des Etats-Unis a eu sa patience épuisée par la continue mauvaise foi des Allemands et, après avoir fait tout son possible pour rester neutre, il a été forcé à son tour de se joindre aux Alliés pour la défense du droit et de la liberté."

"Cette résolution a été accueillie en France avec une joie immense et le message historique du président Wilson a fait une impression énorme sur nos compatriotes. A la suite de cela, des missions militaires ont été envoyées en Amérique par les Alliés dans le but d'établir une base pour la coordination de nos efforts réunis."

"Le gouvernement de la République française m'a fait le grand honneur de me choisir pour représenter la marine française dans la mission actuelle. Je ne vous parlerai que des questions navales car c'est sur ce seul sujet que je me sens qualifié pour exprimer une opinion."

"J'ai commandé pendant deux ans une escadre de cuirassés dans la Méditerranée et à ma rentrée en France j'ai été chargé de la défense des côtes et de la protection du commerce maritime."

"J'ai donc vu tout ce qui peut être vu dans la guerre navale. Mon gouvernement m'a ordonné d'exposer devant les autorités navales améri-

LA FETE DU COLLEGE DE SAINT-JEAN

ELLE SERA CELEBRE LE 10 MAI

Le collège de St-Jean (Iberville) fête le 10 mai courant son patron: St-Jean devant la porte latine, dont la fête tombe le 6 mai.

A cette occasion, une messe solennelle sera célébrée, le matin, dans la chapelle du collège. Dans l'après-midi, il y aura banquet et séance.

On jouera "Un Brave" de Charles Bret et "La Grammaire" de Eugène Labiche.

Tous les anciens: professeurs, bienfaiteurs, élèves et amis sont cordialement invités.

LE VOYAGE DES ETUDIANTS EN DROIT

VOLS DE VALISES DANS LES GARES

Les vols de valises aux gares étaient devenus assez fréquents depuis quelque temps, que sur l'ordre de leurs chefs, les détectives spéciaux du Grand Tronc redoublant de surveillance.

Hier, pour faire l'arrestation d'un de ces filous, le détective Kane se fit aider des détectives de la sûreté O'Donnell et Labine.

Aux trois, ils arrêtaient en flagrant délit, à la gare Bonaventure, un nommé Edouard Lavallée, alias John McNulty, alias Henri Tremblay; il retirait la valise d'un M. R. A. Klock, descendu à l'hôtel Windsor. Lorsque le prisonnier fut fouillé, on trouva sur lui des bulletins de bagages qu'il aurait pu réclamer.

Lavallée a été incarcéré au poste central en attendant sa comparution devant le juge.

EXPOSITION D'AUTOMOBILES

La "Montreal Automobile Trade Association" annonce au public acheteur que, ne voulant pas se démentir de la bonne réputation de son agence, donnera, à l'instar des agences d'automobiles du Canada, sa première exposition à l'Arena, du 20 au 27 juin 1917.

NOS LIEUX D'AMUSEMENTS

ORPHEUM

"Along Come Ruth" sera le premier numéro de la semaine prochaine, à l'affiche du théâtre Orpheum. Cet opéra comique léger et spirituel fut représenté la première fois en Amérique par Henry W. Savage, et c'est une adaptation de "La Demoiselle de Magasin", opéra comique français de Fouson et Weichler. Les acteurs de l'Orpheum interpréteront pour la première fois au Canada, sous la direction de M. Percy Meldon. Inutile de présenter les acteurs au public montrealais, le choix judicieux de M. Meldon suffit pour les faire connaître. La mise en scène est très riche. Qu'il nous suffise d'introduire à nos clients Mlle McGrath, dans le premier rôle de femme et M. Woodruff dans le premier rôle d'homme.

FRANÇAIS

Mlle Doris Elizabeth Smith, la petite fille qu'on a vue au Français dans un des meilleurs numéros à l'affiche, cette semaine, continuera le répertoire de ses jolies chansons aujourd'hui, demain et dimanche, comme attraction principale.

Cette enfant est une des plus charmantes vaudevilles que nous ayons vues à Montréal. Sa voix est faible, il est vrai, mais son charme est personnel, original, elle sait faire valoir un chant et rendre l'expression juste. Il va sans dire que le succès qui a couronné ses premières représentations ne lui faillira pas. En sus de Mlle Smith, les Français nous offriront un très joli numéro de comédie-vaudeville, Robert Dore, qui fut une semaine à l'Orpheum, chantera quelques chansons de sa belle voix de ténor. Dans un lever de rideau, Weip et Cosino interpréteront une comédie bouffonne qui démolira l'auditoire. Pour compléter le programme, Lou et Moll interpréteront la saute tour à tour dans la comédie, du chant, de la danse et du flirt assaisonné de claqueurs, et les Yolos dans des tours d'acrobatie. Cinq films seront enfin joués sur la toile.

GAYETY

La pièce à l'affiche, la semaine prochaine, au Gayety, fera sensation par son innovation. Joe Hurling nous présentera Billy Watson avec sa troupe de 50 danseuses et cantatrices.

Le titre de la comédie-vaudeville est "The Big Burlesque Carnival".

LA FLOTTE DE NAVIRES EN BOIS DES ETATS-UNIS

Washington, 3. — Pour faire cesser l'incertitude parmi les constructeurs, qui comptent faire des contrats pour les navires de la grande flotte de navires en bois, le Shipping Board a annoncé qu'il donnerait une description des navires qui devront être prochainement construits.

NOUVEAU MINISTRE DE LA MARINE EN AUTRICHE-HONGRIE

Vienne, 3. — Le vice-amiral Njegovan, commandant la flotte de guerre austro-hongroise, a été nommé ministre de la marine. L'amiral, cependant, conservera son commandement de la flotte de guerre.



Tous les genres de scènes seront représentés.

Nous verrons le célèbre Sliding Billy Watson, Mabel Morgan, la belle Australienne, Owen Martin, acteur burlesque, Estell Colbert, charmante souflette, Fred de Silva, ancienne étoile d'opéra comique, Hazel Woodberry, ingénue, Robert et Gibson, deux chanteurs et un choeur de 24 filles. Les comédies "The Two Hot Knights" et "Ludwig, the Clock Maker", sont un ensemble de musique, de chant et de danse, elles comprennent 22 tableaux qui nous représentent les événements de l'année.

Donc le programme du "Grand Carnaval burlesque" comprend tout ce que le spectateur puisse désirer dans un vaudeville-revue.

ESCROQUERIE DE DEUX MILLIONS

LA POLICE AMERICAINE RECHERCHE SEPT INDIVIDUS QUI AURAIENT VU LE 10 MAI 1917, 900-000 A LA PITTSBURGH LIFE AND TRUST

Pittsburgh, 3. — Les représentants du procureur général et des agents ont continué aujourd'hui leurs perquisitions pour mettre la main sur les 7 individus accusés, hier, par Denny O'Neil, commissaire en assurance de la Pennsylvanie, d'avoir été de complicité pour voler \$1,900,000 de la "Pittsburgh Life and Trust Company". Ces hommes sont introuvables à Pittsburgh et l'on dit que des recherches seront faites à New-York où ils demeurent pour la plupart.

Les hommes contre qui on a émis des mandats d'arrêt sont les suivants: Clarence Birdseye, New-York; Kellogg Birdseye, trésorier de la compagnie; George Montgomery, Robert Moore, de New-York; Albert Leury, de New-York et W. C. McCausland et un nommé Watson dont le domicile n'est pas indiqué.

On donne à entendre que d'autres mandats seront émis et que d'autres personnes seront mises en cause. On n'a pu obtenir de confirmation de cette nouvelle, vu que M. O'Neil a quitté la ville, après avoir fermé les bureaux de la compagnie. On dit qu'il est allé à Harrisburg, pour conférer avec d'autres autorités de l'Etat et se rendra peut-être à New-York avant de revenir à Pittsburgh, lundi, alors que le tribunal va se prononcer sur sa demande relative à la nomination d'un liquidateur.

M. O'Neil affirme que l'examen des livres le porte à croire que le fonds social de \$1,000,000 de la compagnie et son surplus ont été complètement dilapidés.

UNE DEMISSION QUI S'IMPOSAIT

LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DU BRÉSIL EST FORCÉ DE S'EFFACER.

Rio-Janeiro, 3. — Le Dr Lauro Muller a présenté au président Braz sa démission de ministre des affaires étrangères. Le gouvernement reçu avis que le ministre brésilien en Allemagne était retenu à Berlin; il a en conséquence ordonné la démission d'Adolf Paull, ministre allemand au Brésil, qui se rendait dans l'Uruguay.

Dr Lauro Muller avait été sévèrement critiqué au Brésil, depuis le moment où les relations entre la République et l'Allemagne ont cessé d'être amicales, à cause de ses sympathies pour l'Allemagne. Ses ennemis l'accusaient d'employer son influence pour prévenir une rupture entre le Brésil et l'Allemagne et réclamaient sa démission. Le Dr Muller avait été nommé ministre des affaires étrangères en 1912 et des cet époque, on l'accusait d'être trop sympathique à l'Allemagne, accusation basée surtout sur son extraction allemande. C'est un des hommes d'Etat les mieux connus de l'Amérique du Sud; il a visité les Etats-Unis et le Canada.

RUINES GLORIEUSES

CE QUI RESTE DE LA CATHE-DRALE DE REIMS

Paris, 3. — Le cardinal Laçon dans une lettre écrite à un ami, écrit ainsi qu'il suit l'état actuel de la cathéd

DECLIN GENERAL
DE NOS VALEURS

LA SEANCE DU MARCHE LOCAL, HIER, A ETE FORT TERNE ET LA REACTION A PORTE SUR PRESQUE TOUTE LA LISTE. — LE TRAM-POWER A 35.

Nos valeurs ont été hier, fortement influencées par la faiblesse accentuée de Wall Street et les prix ont décliné dans la même proportion que ceux de la liste américaine.

Diverses rumeurs et des rapports non confirmés donnaient à croire que nous aurons une nouvelle période d'inactivité et les gains des séances du début de la semaine ont été perdus et en fermeture les prix étaient inférieurs à ceux du minimum du mois d'avril.

La cause de la réaction à Wall Street est sans aucun doute l'aspect sérieux de la situation sous-marine, dont les journaux nous parlent longuement. Le secrétaire d'Etat Lansing a heureusement corrigé la déclaration au sujet des pertes de navires qui lui avait été attribuée. Les valeurs fortes ont participé à la réaction surtout le Delaware et Hudson. Cete valeur est beaucoup liquidée à cause de la marge restreinte des recettes de l'année dernière et du résultat défavorable des deux premiers mois. L'attitude de l'Interstate Commerce Commission au sujet de l'augmentation des taxes de transport des marchandises est aussi un facteur de baisse.

Les valeurs les plus actives de notre Bourse étaient le Civic Power, le Canada Cement, le Smelters, Dominion Iron, Dominion Textile, le Steel of Canada.

Toutes ont subi une réaction au moins un point.

Le Civic Power toucha le minimum de 73.4 après s'être traité à 79.14 durant la séance. Le Québec Railway était à 28.14 et 28; le Cement perdit près de deux points à 58.34. Le Smelters était aussi liquidé à 27 et 27.14. Le Dominion Iron ouvrit à 60.14 et s'affaissa à 58.34. En fermeture il marquait 59. Le Steel of Canada a été plus fortement atteint que l'Iron et en fermeture 210 parts chèrement de mains à 57.34, le prix minimum de la journée. La Scotia s'est échangée à 91 et 92. Le Canadian Car à 28 et 28.12. L'action de priorité se vendait 69.14 et 69.

Le Maple Leaf était en baisse de plusieurs points à 106.58. Le Steamships ordinaire s'est traité seulement dans l'après-midi à 38.34. L'action de priorité était plus recherchée de 87 à 86.

Les premiers emprunts de guerre étaient assez actifs de 96 à 97.12. Il s'en est vendu pour \$17,500.

Le troisième emprunt était aussi traité par gros lots de 95.34 à 96. Il s'en est vendu pour \$17,700.

Le Tram-Porter qui n'avait pas paru à la cote depuis plusieurs jours, s'est traité à 35. Quatre-vingts parts ont changé de mains.

Total des ventes: parts ordinaires 3,953; priorité, 343; banques 52; obligations, \$5,560.

VENTES DE L'AVANT-MIDI

Valeurs ordinaires — 10 à 11.2, 12 à 13.1, 14 à 15.2, 16 à 17.3, 18 à 19.4, 20 à 21.5, 22 à 23.6, 24 à 25.7, 26 à 27.8, 28 à 29.9, 30 à 31.0, 32 à 33.1, 34 à 35.2, 36 à 37.3, 38 à 39.4, 40 à 41.5, 42 à 43.6, 44 à 45.7, 46 à 47.8, 48 à 49.9, 50 à 51.0, 52 à 53.1, 54 à 55.2, 56 à 57.3, 58 à 59.4, 60 à 61.5, 62 à 63.6, 64 à 65.7, 66 à 67.8, 68 à 69.9, 70 à 71.0, 72 à 73.1, 74 à 75.2, 76 à 77.3, 78 à 79.4, 80 à 81.5, 82 à 83.6, 84 à 85.7, 86 à 87.8, 88 à 89.9, 90 à 91.0, 92 à 93.1, 94 à 95.2, 96 à 97.3, 98 à 99.4, 100 à 101.5, 102 à 103.6, 104 à 105.7, 106 à 107.8, 108 à 109.9, 110 à 111.0, 112 à 113.1, 114 à 115.2, 116 à 117.3, 118 à 119.4, 120 à 121.5, 122 à 123.6, 124 à 125.7, 126 à 127.8, 128 à 129.9, 130 à 131.0, 132 à 133.1, 134 à 135.2, 136 à 137.3, 138 à 139.4, 140 à 141.5, 142 à 143.6, 144 à 145.7, 146 à 147.8, 148 à 149.9, 150 à 151.0, 152 à 153.1, 154 à 155.2, 156 à 157.3, 158 à 159.4, 160 à 161.5, 162 à 163.6, 164 à 165.7, 166 à 167.8, 168 à 169.9, 170 à 171.0, 172 à 173.1, 174 à 175.2, 176 à 177.3, 178 à 179.4, 180 à 181.5, 182 à 183.6, 184 à 185.7, 186 à 187.8, 188 à 189.9, 190 à 191.0, 192 à 193.1, 194 à 195.2, 196 à 197.3, 198 à 199.4, 200 à 201.5, 202 à 203.6, 204 à 205.7, 206 à 207.8, 208 à 209.9, 210 à 211.0, 212 à 213.1, 214 à 215.2, 216 à 217.3, 218 à 219.4, 220 à 221.5, 222 à 223.6, 224 à 225.7, 226 à 227.8, 228 à 229.9, 230 à 231.0, 232 à 233.1, 234 à 235.2, 236 à 237.3, 238 à 239.4, 240 à 241.5, 242 à 243.6, 244 à 245.7, 246 à 247.8, 248 à 249.9, 250 à 251.0, 252 à 253.1, 254 à 255.2, 256 à 257.3, 258 à 259.4, 260 à 261.5, 262 à 263.6, 264 à 265.7, 266 à 267.8, 268 à 269.9, 270 à 271.0, 272 à 273.1, 274 à 275.2, 276 à 277.3, 278 à 279.4, 280 à 281.5, 282 à 283.6, 284 à 285.7, 286 à 287.8, 288 à 289.9, 290 à 291.0, 292 à 293.1, 294 à 295.2, 296 à 297.3, 298 à 299.4, 300 à 301.5, 302 à 303.6, 304 à 305.7, 306 à 307.8, 308 à 309.9, 310 à 311.0, 312 à 313.1, 314 à 315.2, 316 à 317.3, 318 à 319.4, 320 à 321.5, 322 à 323.6, 324 à 325.7, 326 à 327.8, 328 à 329.9, 330 à 331.0, 332 à 333.1, 334 à 335.2, 336 à 337.3, 338 à 339.4, 340 à 341.5, 342 à 343.6, 344 à 345.7, 346 à 347.8, 348 à 349.9, 350 à 351.0, 352 à 353.1, 354 à 355.2, 356 à 357.3, 358 à 359.4, 360 à 361.5, 362 à 363.6, 364 à 365.7, 366 à 367.8, 368 à 369.9, 370 à 371.0, 372 à 373.1, 374 à 375.2, 376 à 377.3, 378 à 379.4, 380 à 381.5, 382 à 383.6, 384 à 385.7, 386 à 387.8, 388 à 389.9, 390 à 391.0, 392 à 393.1, 394 à 395.2, 396 à 397.3, 398 à 399.4, 400 à 401.5, 402 à 403.6, 404 à 405.7, 406 à 407.8, 408 à 409.9, 410 à 411.0, 412 à 413.1, 414 à 415.2, 416 à 417.3, 418 à 419.4, 420 à 421.5, 422 à 423.6, 424 à 425.7, 426 à 427.8, 428 à 429.9, 430 à 431.0, 432 à 433.1, 434 à 435.2, 436 à 437.3, 438 à 439.4, 440 à 441.5, 442 à 443.6, 444 à 445.7, 446 à 447.8, 448 à 449.9, 450 à 451.0, 452 à 453.1, 454 à 455.2, 456 à 457.3, 458 à 459.4, 460 à 461.5, 462 à 463.6, 464 à 465.7, 466 à 467.8, 468 à 469.9, 470 à 471.0, 472 à 473.1, 474 à 475.2, 476 à 477.3, 478 à 479.4, 480 à 481.5, 482 à 483.6, 484 à 485.7, 486 à 487.8, 488 à 489.9, 490 à 491.0, 492 à 493.1, 494 à 495.2, 496 à 497.3, 498 à 499.4, 500 à 501.5, 502 à 503.6, 504 à 505.7, 506 à 507.8, 508 à 509.9, 510 à 511.0, 512 à 513.1, 514 à 515.2, 516 à 517.3, 518 à 519.4, 520 à 521.5, 522 à 523.6, 524 à 525.7, 526 à 527.8, 528 à 529.9, 530 à 531.0, 532 à 533.1, 534 à 535.2, 536 à 537.3, 538 à 539.4, 540 à 541.5, 542 à 543.6, 544 à 545.7, 546 à 547.8, 548 à 549.9, 550 à 551.0, 552 à 553.1, 554 à 555.2, 556 à 557.3, 558 à 559.4, 560 à 561.5, 562 à 563.6, 564 à 565.7, 566 à 567.8, 568 à 569.9, 570 à 571.0, 572 à 573.1, 574 à 575.2, 576 à 577.3, 578 à 579.4, 580 à 581.5, 582 à 583.6, 584 à 585.7, 586 à 587.8, 588 à 589.9, 590 à 591.0, 592 à 593.1, 594 à 595.2, 596 à 597.3, 598 à 599.4, 600 à 601.5, 602 à 603.6, 604 à 605.7, 606 à 607.8, 608 à 609.9, 610 à 611.0, 612 à 613.1, 614 à 615.2, 616 à 617.3, 618 à 619.4, 620 à 621.5, 622 à 623.6, 624 à 625.7, 626 à 627.8, 628 à 629.9, 630 à 631.0, 632 à 633.1, 634 à 635.2, 636 à 637.3, 638 à 639.4, 640 à 641.5, 642 à 643.6, 644 à 645.7, 646 à 647.8, 648 à 649.9, 650 à 651.0, 652 à 653.1, 654 à 655.2, 656 à 657.3, 658 à 659.4, 660 à 661.5, 662 à 663.6, 664 à 665.7, 666 à 667.8, 668 à 669.9, 670 à 671.0, 672 à 673.1, 674 à 675.2, 676 à 677.3, 678 à 679.4, 680 à 681.5, 682 à 683.6, 684 à 685.7, 686 à 687.8, 688 à 689.9, 690 à 691.0, 692 à 693.1, 694 à 695.2, 696 à 697.3, 698 à 699.4, 700 à 701.5, 702 à 703.6, 704 à 705.7, 706 à 707.8, 708 à 709.9, 710 à 711.0, 712 à 713.1, 714 à 715.2, 716 à 717.3, 718 à 719.4, 720 à 721.5, 722 à 723.6, 724 à 725.7, 726 à 727.8, 728 à 729.9, 730 à 731.0, 732 à 733.1, 734 à 735.2, 736 à 737.3, 738 à 739.4, 740 à 741.5, 742 à 743.6, 744 à 745.7, 746 à 747.8, 748 à 749.9, 750 à 751.0, 752 à 753.1, 754 à 755.2, 756 à 757.3, 758 à 759.4, 760 à 761.5, 762 à 763.6, 764 à 765.7, 766 à 767.8, 768 à 769.9, 770 à 771.0, 772 à 773.1, 774 à 775.2, 776 à 777.3, 778 à 779.4, 780 à 781.5, 782 à 783.6, 784 à 785.7, 786 à 787.8, 788 à 789.9, 790 à 791.0, 792 à 793.1, 794 à 795.2, 796 à 797.3, 798 à 799.4, 800 à 801.5, 802 à 803.6, 804 à 805.7, 806 à 807.8, 808 à 809.9, 810 à 811.0, 812 à 813.1, 814 à 815.2, 816 à 817.3, 818 à 819.4, 820 à 821.5, 822 à 823.6, 824 à 825.7, 826 à 827.8, 828 à 829.9, 830 à 831.0, 832 à 833.1, 834 à 835.2, 836 à 837.3, 838 à 839.4, 840 à 841.5, 842 à 843.6, 844 à 845.7, 846 à 847.8, 848 à 849.9, 850 à 851.0, 852 à 853.1, 854 à 855.2, 856 à 857.3, 858 à 859.4, 860 à 861.5, 862 à 863.6, 864 à 865.7, 866 à 867.8, 868 à 869.9, 870 à 871.0, 872 à 873.1, 874 à 875.2, 876 à 877.3, 878 à 879.4, 880 à 881.5, 882 à 883.6, 884 à 885.7, 886 à 887.8, 888 à 889.9, 890 à 891.0, 892 à 893.1, 894 à 895.2, 896 à 897.3, 898 à 899.4, 900 à 901.5, 902 à 903.6, 904 à 905.7, 906 à 907.8, 908 à 909.9, 910 à 911.0, 912 à 913.1, 914 à 915.2, 916 à 917.3, 918 à 919.4, 920 à 921.5, 922 à 923.6, 924 à 925.7, 926 à 927.8, 928 à 929.9, 930 à 931.0, 932 à 933.1, 934 à 935.2, 936 à 937.3, 938 à 939.4, 940 à 941.5, 942 à 943.6, 944 à 945.7, 946 à 947.8, 948 à 949.9, 950 à 951.0, 952 à 953.1, 954 à 955.2, 956 à 957.3, 958 à 959.4, 960 à 961.5, 962 à 963.6, 964 à 965.7, 966 à 967.8, 968 à 969.9, 970 à 971.0, 972 à 973.1, 974 à 975.2, 976 à 977.3, 978 à 979.4, 980 à 981.5, 982 à 983.6, 984 à 985.7, 986 à 987.8, 988 à 989.9, 990 à 991.0, 992 à 993.1, 994 à 995.2, 996 à 997.3, 998 à 999.4, 1000 à 1001.5, 1002 à 1003.6, 1004 à 1005.7, 1006 à 1007.8, 1008 à 1009.9, 1010 à 1011.0, 1012 à 1013.1, 1014 à 1015.2, 1016 à 1017.3, 1018 à 1019.4, 1020 à 1021.5, 1022 à 1023.6, 1024 à 1025.7, 1026 à 1027.8, 1028 à 1029.9, 1030 à 1031.0, 1032 à 1033.1, 1034 à 1035.2, 1036 à 1037.3, 1038 à 1039.4, 1040 à 1041.5, 1042 à 1043.6, 1044 à 1045.7, 1046 à 1047.8, 1048 à 1049.9, 1050 à 1051.0, 1052 à 1053.1, 1054 à 1055.2, 1056 à 1057.3, 1058 à 1059.4, 1060 à 1061.5, 1062 à 1063.6, 1064 à 1065.7, 1066 à 1067.8, 1068 à 1069.9, 1070 à 1071.0, 1072 à 1073.1, 1074 à 1075.2, 1076 à 1077.3, 1078 à 1079.4, 1080 à 1081.5, 1082 à 1083.6, 1084 à 1085.7, 1086 à 1087.8, 1088 à 1089.9, 1090 à 1091.0, 1092 à 1093.1, 1094 à 1095.2, 1096 à 1097.3, 1098 à 1099.4, 1100 à 1101.5, 1102 à 1103.6, 1104 à 1105.7, 1106 à 1107.8, 1108 à 1109.9, 1110 à 1111.0, 1112 à 1113.1, 1114 à 1115.2, 1116 à 1117.3, 1118 à 1119.4, 1120 à 1121.5, 1122 à 1123.6, 1124 à 1125.7, 1126 à 1127.8, 1128 à 1129.9, 1130 à 1131.0, 1132 à 1133.1, 1134 à 1135.2, 1136 à 1137.3, 1138 à 1139.4, 1140 à 1141.5, 1142 à 1143.6, 1144 à 1145.7, 1146 à 1147.8, 1148 à 1149.9, 1150 à 1151.0, 1152 à 1153.1, 1154 à 1155.2, 1156 à 1157.3, 1158 à 1159.4, 1160 à 1161.5, 1162 à 1163.6, 1164 à 1165.7, 1166 à 1167.8, 1168 à 1169.9, 1170 à 1171.0, 1172 à 1173.1, 1174 à 1175.2, 1176 à 1177.3, 1178 à 1179.4, 1180 à 1181.5, 1182 à 1183.6, 1184 à 1185.7, 1186 à 1187.8, 1188 à 1189.9, 1190 à 1191.0, 1192 à 1193.1, 1194 à 1195.2, 1196 à 1197.3, 1198 à 1199.4, 1200 à 1201.5, 1202 à 1203.6, 1204 à 1205.7, 1206 à 1207.8, 1208 à 1209.9, 1210 à 1211.0, 1212 à 1213.1, 1214 à 1215.2, 1216 à 1217.3, 1218 à 1219.4, 1220 à 1221.5, 1222 à 1223.6, 1224 à 1225.7, 1226 à 1227.8, 1228 à 1229.9, 1230 à 1231.0, 1232 à 1233.1, 1234 à 1235.2, 1236 à 1237.3, 1238 à 1239.4, 1240 à 1241.5, 1242 à 1243.6, 1244 à 1245.7, 1246 à 1247.8, 1248 à 1249.9, 1250 à 1251.0, 1252 à 1253.1, 1254 à 1255.2, 1256 à 1257.3, 1258 à 1259.4, 1260 à 1261.5, 1262 à 1263.6, 1264 à 1265.7, 1266 à 1267.8, 1268 à 1269.9, 1270 à 1271.0, 1272 à 1273.1, 1274 à 1275.2, 1276 à 1277.3, 1278 à 1279.4, 1280 à 1281.5, 1282 à 1283.6, 1284 à 1285.7, 1286 à 1287.8, 1288 à 1289.9, 1290 à 1291.0, 1292 à 1293.1, 1294 à 1295.2, 1296 à 1297.3, 1298 à 1299.4, 1300 à 1301.5, 1302 à 1303.6, 1304 à 1305.7, 1306 à 1307.8, 1308 à 1309.9, 1310 à 1311.0, 1312 à 1313.1, 1314 à 1315.2, 1316 à 1317.3, 1318 à 1319.4, 1320 à 1321.5, 1322 à 1323.6, 1324 à 1325.7, 1326 à 1327.8, 1328 à 1329.9, 1330 à 1331.0, 1332 à 1333.1, 1334 à 1335.2, 1336 à 1337.3, 1338 à 1339.4, 1340 à 1341.5, 1342 à 1343.6, 1344 à 1345.7, 1346 à 1347.8, 1348 à 1349.9, 1350 à 1351.0, 1352 à 1353.1, 1354 à 1355.2, 1356 à 1357.3, 1358 à 1359.4, 1360 à 1361.5, 1362 à 1363.6, 1364 à 1365.7, 1366 à 1367.8, 1368 à 1369.9, 1370 à 1371.0, 1372 à 1373.1, 1374 à 1375.2, 1376 à 1377.3, 1378 à 1379.4, 1380 à 1381.5, 1382 à 1383.6, 1384 à 1385.7, 1386 à 1387.8, 1388 à 1389.9, 1390 à 1391.0, 1392 à 1393.1, 1394 à 1395.2, 1396 à 1397.3, 1398 à 1399.4, 1400 à 1401.5, 1402 à 1403.6, 1404 à 1405.7, 1406 à 1407.8, 1408 à 1409.9, 1410 à 1411.0, 1412 à 1413.1, 1414 à 1415.2, 1416 à 1417.3, 1418 à 1419.4, 1420 à 1421.5, 1422 à 1423.6, 1424 à 1425.7, 1426 à 1427.8, 1428 à 1429.9, 1430 à 1431.0, 1432 à 1433.1, 1434 à 1435.2, 1436 à 1437.3, 1438 à 1439.4, 1440 à 1441.5, 1442 à 1443.6, 1444 à 1445.7, 1446 à 1447.8, 1448 à 1449.9, 1450 à 1451.0, 1452 à 1453.1, 1454 à 1455.2, 1456 à 1457.3, 1458 à 1459.4, 1460 à 1461.5, 1462 à 1463.6, 1464 à 1465.7, 1466 à 1467.8, 1468 à 1469.9, 1470 à 1471.0, 1472 à 1473.1, 1474 à 1475.2, 1476 à 1477.3, 1478 à 1479.4, 1480 à 1481.5, 1482 à 1483.6, 1484 à 1485.7, 1486 à 1487.8, 1488 à 1489.9, 1490 à 1491.0, 1492 à 1493.1, 1494 à 1495.2, 1496 à 1497.3, 1498 à 1499.4, 1500 à 1501.5, 1502 à 1503.6, 1504 à 1505.7, 1506 à 1507.8, 1508 à 1509.9, 1510 à 1511.0, 1512 à 1513.1, 1514 à 1515.2, 1516 à 1517.3, 1518 à 1519.4, 1520 à 1521.5, 1522 à 1523.6, 1524 à 1525.7, 1526 à 1527.8, 1528 à 1529.9, 1530 à 1531.0, 1532 à 1533.1, 1534 à 1535.2, 1536 à 1537.3, 1538 à 1539.4, 1540 à 1541.5, 1542 à 1543.6, 1544 à 1545.7, 1546 à 1547.8, 1548 à 1549.9, 1550 à 1551.0, 1552 à 1553.1, 1554 à 1555.2, 1556 à 1557.3, 1558 à 1559.4, 1560 à 1561.5, 1562 à 1563.6, 1564 à 1565.7, 1566 à 1567.8, 1568 à 1569.9, 1570 à 1571.0, 1572 à 1573.1, 1574 à 1575.2, 1576 à 1577.3, 1578 à 1579.4, 1580 à 1581.5, 1582 à 1583.6, 1584 à 1585.7, 1586 à 1587.8, 1588 à 1589.9, 1590 à 1591.0, 1592 à 1593.1, 1594 à 1595.2, 1596 à 1597.3, 1598 à 1599.4, 1600 à 1601.5, 1602 à 1603.6, 1604 à 1605.7, 1606 à 1607.8, 1608 à 1609.9, 1610 à 1611.0, 1612 à 1613.1, 1614 à 1615.2, 1616 à 1617.3, 1618 à 1619.4, 1620 à 1621.5, 1622 à 1623.6, 1624 à 1625.7, 1626 à 1627.8, 1628 à 1629.9, 1630 à 1631.0, 1632 à 1633.1, 1634 à 1635.2, 1636 à 1637.3, 1638 à 1639.4, 1640 à 1641.5, 1642 à 1643.6, 1644 à 1645.7, 1646 à 1647.8, 1648 à 1649.9, 1650 à 1651.0, 1652 à 1653.1, 1654 à 1655.2, 1656 à 1657.3, 1658 à 1659.4, 1660 à 1661.5, 1662 à 1663.6, 1664 à 1665.7, 1666 à 1667.8, 1668 à 1669.9, 1670 à 1671.0, 1672 à 1673.1, 1674 à 1675.2, 1676 à 1677.3, 1678 à 1679.4, 1680 à 1681.5, 1682 à 1683.6, 1684 à 1685.7, 1686 à 1687.8, 1688 à 1689.9, 1690 à 1691.0, 1692 à 1693.1, 1694 à 1695.2, 1696 à 1697.3, 1698 à 1699.4, 1700 à 1701.5, 1702 à 1703.6, 1704 à 1705.7, 1706 à 1707.8, 1708 à 1709.9, 1710 à 1711.0, 1712 à 1713.1, 1714 à 1715.2, 1716 à 1717.3, 1718 à 1719.4, 1720 à 1721.5, 1722 à 1723.6, 1724 à 1725.7, 1726 à 1727.8, 1728 à 1729.9, 1730 à 1731.0, 1732 à 1733.1, 1734 à 1735.2, 1736 à 1737.3, 1738 à 1739.4, 1740 à 1741.5, 1742 à 1743.6, 1744 à 1745.7, 1746 à 1747.8, 1748 à 1749.9, 1750 à 1751.0, 1752 à 1753.1, 175

NOUVELLE VICTOIRE DES TROUPES CANADIENNES

DANS UN ASSAUT IRRESISTIBLE, NOS TROUPES S'EMPARERENT DU VILLAGE IMPORTANT DE FRESNOY ET DE DEUX MILLES DE POSITIONS AU SUD ET AU NORD DU VILLAGE.

L'ALLEMAND RESISTE AVEC OPINIATRETE

(Cable de la Presse Associée).

Londres, 3. — Les Canadiens ont pris le village de Fresnoy.

LA LIGNE HINDENBURG EST BRISEE

Londres, 3. — La prise de Fresnoy et la prise signalée de Bellecourt indiquent que les troupes anglaises ont brisé la ligne Hindenburg à deux points distants de douze milles sur le front de bataille d'Arras. Fresnoy est près de l'extrémité nord de Bellecourt près de l'extrémité sud de la section d'Arras de la ligne Hindenburg.

CE QU'EN DISENT LES PRISONNIERS

Quartiers généraux de l'armée canadienne en France, via Londres, 3. — (Par Stewart Lyon, correspondant de la "Canadian Press"). — Les derniers récits des prisonniers allemands et de nos propres blessés sur ce qui s'est passé à Fresnoy et dans les tranchées qui protégeaient le village, sont similaires et à l'effet que l'ennemi qui, comme à Arleux, avait occupé les tranchées quelques heures seulement avant l'assaut, s'est dérobé à la violence du feu anglais en descendant dans de profonds dugouts et dans les caves. Notre infanterie suivit de près le feu de barrage et elle était en possession des dugouts de l'ennemi avant que celui-ci n'en sorte, et pour celui-ci, cela signifiait la reddition ou la mort horrible, résultat du bombardement des dugouts. Quelques Allemands qui tenaient la tranchée au nord de Fresnoy émergèrent de leurs dugouts et engagèrent la lutte. Ils découvrirent rapidement que les Canadiens, après avoir passé le système de fils de fer barbelés et de tranchées, avaient placé des hommes entre la première tranchée et les tranchées de support ennemies, enlevant ainsi aux Allemands toute chance de secours. Les hommes ainsi isolés venaient tous des provinces rhénanes de la Prusse. Une compagnie pratiquement entière de ces hommes s'est rendue dans les circonstances ainsi que les officiers avec eux. Mais tandis que la majeure partie des Teutons se rendait ainsi, d'autres ne se sont rendus que lorsqu'ils eurent reconnu qu'il leur était impossible de tenir un fusil ou d'opérer une mitrailleuse. Un officier ennemi qui fut capturé, déclara que ses hommes n'eurent pas le temps de mettre leur mitrailleuse en action, que les Canadiens étaient sur eux.

Ce qui fut commencé à Vimy et Arleux, fut terminé à Fresnoy. Les Huns ont appris à leurs dépens que c'est très dangereux de s'opposer à des soldats qui s'en vont gagner une bataille comme s'ils n'avaient fait que cela de leur vie.

L'OFFICIEL DE LONDRES

Voici la clause du communiqué officiel de Londres qui se rapporte à la prise de Fresnoy par les troupes canadiennes :

"Sur la gauche du front de bataille, nous avons capturé le village de Fresnoy et les positions ennemies au sud et au nord de Fresnoy sur un front de deux milles. Nous avons aussi pris pied dans le système de tranchées ennemies au nord d'Oppy."

L'OFFENSIVE ANGLAISE EST REPRISE HIER A ARRAS

(Suite de la première page)

maintenues toute la journée malgré les constantes et puissantes contre-attaques ennemies.

"Nous avons aussi progressé dans le voisinage de Chérisy, à travers la rive Arras-Cambrai de la Scarpe, où les positions, qui ont changé de mains plusieurs fois, sont maintenant en notre possession.

"Sur la gauche du front de bataille, nous avons capturé le village de Fresnoy et les positions ennemies au sud et au nord de Fresnoy sur un front de deux milles. Nous avons aussi pris pied dans le système de tranchées ennemies au nord d'Oppy.

"Des progrès ont été réalisés sur d'autres points et la bataille continue. "En plus de lourdes pertes ennemies en tués et blessés, nous avons capturé plusieurs centaines de prisonniers allemands.

"L'activité a aussi été grande dans l'air. Quatre avions allemands ont été abattus hier dans les combats aériens et une autre machine ennemie a été abattue par nos canons anti-aériens, elle est tombée en-dehors de nos lignes. En plus de cela, nous avions vu descendre cinq autres avions ennemis hors de contrôle et ils ont détruit quatre ballons observateurs allemands. Une de nos machines manque à l'appel."

L'ENVOI DE TROUPES DES ETATS-UNIS EN FRANCE

Le projet est en bonne voie de réalisation et, à cette fin, on va poursuivre avec activité la construction de navires.

Washington, 3. — Tout indique ici que l'envoi du premier détachement des troupes américaines sur le front français se fera plus tôt que l'Etat-Major ne le croyait avant l'arrivée du Maréchal Joffre et de la Mission française.

Il a été officiellement connu que le gouvernement a offert des troupes aux nations alliées, mais la pénurie alarmante des moyens de transport en rendra l'envoi impraticable. En dépit des objections de l'Etat-Major général qui ne veut envoyer aucun soldat américain sur la ligne de feu avant que l'armée entière ne soit complètement entraînée, le gouvernement a décidé d'envoyer un léger contingent en France pour le support moral qu'elles peuvent apporter aux braves guerriers de là-bas.

La moyenne du tonnage requis pour le transport des troupes est de 20 tonnes par homme équipé. Pour transporter les 24,000 hommes de troupes régulières il faudra un nombre de navires dont le tonnage final se chiffre à près d'un demi-million de tonnes.

On croit que le premier détachement partira d'ici à trois mois. Le secrétaire de la Guerre Newton B. Baker a eu une conférence avec le président Wilson à ce sujet.

Le Maréchal Joffre est en faveur de l'envoi d'un contingent dans le plus bref délai. Les officiers généraux de l'armée ne partagent pas complètement cette opinion cependant, parce qu'il leur faut du temps pour augmenter leurs forces d'artillerie et d'infanterie et voudraient garder l'armée régulière et la garde Nationale au pays jusqu'à ce que les autres corps d'armée soient en voie sérieuse d'entraînement.

Mais aussitôt que cela sera accompli il est certain qu'un fort détachement traversera les mers et cela avant quatre mois. Il parferont leur

cours militaires en France. On s'attend à ce que le gouvernement annonce leur départ d'une façon officielle bientôt.

UN DRAME DE L'ONDE A CHENEVILLE

UN JEUNE HOMME DE 22 ANS, GLISSE DANS L'EAU EN VOULANT OUVRIR UNE ECLUSE, ET LE COURANT A EMPORTÉ LE CORPS A LA DERIVE.

Chénéville, 3. — Emile Pellerin, un jeune homme de 22 ans a perdu la vie dans des circonstances tragiques, vers deux heures trente hier après-midi. Il était occupé à ouvrir une petite écluse de la petite rivière qui traverse la localité, près du moulin à scie, lorsque faisant un faux mouvement il perdit l'équilibre et tomba à l'eau. Le courant est très rapide à cet endroit. A ses appels plusieurs personnes accoururent mais se virent dans l'impossibilité de lui porter secours et le jeune homme se noya sous leurs yeux. On mit toute la diligence possible pour la recherche du cadavre qui n'avait pas encore été repêché à six heures hier soir. La victime était le fils de M. Ovide Pellerin, de cette municipalité. Ce drame de l'onde a causé une grande sensation dans la ville. Le jeune Pellerin était bien connu et sa famille a les sympathies de tous dans ce malheur qui la frappe si inopinément.

LES NOUVEAUX BATONNIERS

M. J. P. WELLS, C.R., EST ELU BATONNIER DU BARREAU DE SHERBROOKE, ET M. J. F. WALSH, C.R., DE CELUI DE ARTHABASKA.

Sherbrooke, 3. — Voici le résultat des élections du Barreau de Sherbrooke: Batonnier, M. J. P. Wells, C.R.; délégué conseil général, M. H. Verret, C.R.; syndic, M. J. Nicol, C.R.; trésorier, M. D. Panneton; secrétaire, M. L. Forest; conseil, MM. J. A. Leblanc, C.R.; F. S. Bugg et A.

LA SITUATION MILITAIRE

AUX CANADIENS ECHOIT L'HONNEUR DE BRISER LA FAMEUSE LIGNE HINDENBURG. — L'AVANCE ANGLAISE. — ZAIMIS FORMERA UN NOUVEAU CABINET. — LA RUSSIE LUTTE JUSQU'AU BOUT.

Une autre période de bataille intense — la quatrième depuis le déclenchement de l'offensive du printemps — est en progrès entre les Anglais et les Allemands sur un front d'environ douze milles dans la région à l'est de Vimy, vers le sud jusqu'à Queant.

A la suite de leur formidable préparation d'artillerie, dans laquelle les canons de tous les calibres sont mis en action, les troupes anglaises, sur tout le front, se sont ruées au début de la matinée et durant la journée entière sur les positions ennemies. La nuit a trouvé les troupes du roi George en possession de points avancés qu'elles ont pris malgré la plus opiniâtre résistance et maintenant en dépit de violentes contre-attaques que l'ennemi a lancées.

Berlin déclare que la tentative anglaise pour briser la ligne allemande a échoué. Le War Office ne prétend d'aucunement que les troupes du feld-maréchal Haig ont percé le front allemand, mais il réclame qu'à l'ouest de Queant et près de Chérisy des saillants profonds ont été faits dans les lignes ennemies et que le village de Fresnoy et les positions ennemies au nord et au sud du village sur un front de douze milles, ainsi qu'un système de tranchées ennemies au nord d'Oppy ont été pris par les Anglais.

La prise de Fresnoy, qui tombe dans le lot des intrépides Canadiens, qui ont reculé la ligne allemande de quatre milles depuis leur brillante prise de la crête Vimy. Leur donne encore l'honneur d'avoir les premiers brisé la fameuse ligne Hindenburg.

Les Allemands ont subi de très lourdes pertes sur tout le long du front d'attaque et ils ont aussi perdu plusieurs centaines d'hommes faits prisonniers par les Anglais.

Mercrédie soir, en Champagne, les troupes françaises ont de nouveau pris une bouchée du front allemand à l'est du Mont Haut et elles ont capturé plus de 200 Allemands. Dans le bois Avocourt, dans le secteur de Verdun, les Français ont aussi enlevé les tranchées ennemies. Jeudi de très vifs duels d'artillerie ont eu lieu sur les fronts de l'Aisne et de Champagne, mais l'infanterie n'est pas sortie de ses tranchées.

Les opérations sur les autres fronts n'offrent rien de spécial; tous les efforts semblent aujourd'hui se concentrer sur la ligne franco-anglaise; les Alliés se ruant sur la ligne Hindenburg et les Allemands tentant, dans un effort suprême, de se maintenir sur cette importante ligne de défense.

Le nouveau gouvernement provisoire de Russie vient de déclarer catégoriquement qu'il reste avec les Alliés jusqu'à la victoire complète des défenseurs de la liberté. Dans des notes envoyées à tous les représentants de la Russie à l'étranger, le gouvernement dit que le changement de régime en Russie ne peut être un prétexte pour celle-ci d'abandonner la lutte commune des Alliés de l'Entente.

Un rapport, non confirmé, est à l'effet que Alexandre Zaimis, ancien premier ministre, formera un nouveau cabinet grec. Zaimis est l'ami de l'Entente et on a annoncé il y a peu de temps son intention de former un cabinet acceptable à l'Entente à condition que celle-ci lève le blocus des ports de Grèce.

Le transport anglais "Arcadian" a été coulé dans la Méditerranée par un sous-marin.

LE GOUVERNEMENT EST DENONCE PAR UN DE SES PARTISANS

(Suite de la première page)

le vide des quelques petits arguments du gouvernement contre sa résolution.

La résolution est quand même battue sur division. Et la Chambre revient à la discussion du budget.

M. Boulay continue cette discussion. Il consacre la majeure partie de son discours à féliciter le gouvernement pour ce qu'il a fait depuis le commencement de la guerre.

Et en terminant il proteste contre les accusations qui ont été portées contre les citoyens de la Rivière-du-Loup. Il nie que les soldats de retour du front aient été insultés par la population.

Le débat est ajourné par M. MacKenzie. Et la Chambre s'ajourne.

Tourigny; examinateur, M.M.O. Bready, C.R.

Arthabaska, P.Q., 3. — Les élections du Barreau, section d'Arthabaska, ont eu lieu au palais de justice, ici, lundi, et ont donné le résultat suivant: Batonnier, M. J. F. Walsh, C.R.; syndic, M. L. R. LaVergne; trésorier, M. Jules Poisson; secrétaire, M. Wilfrid Girouard; membres du conseil, MM. Wilfrid Laliberté, C.R.; Gustave Porrault, C.R.; Thomas Légaré et Joseph Marié; examinateur, M. Sam. Deschamps, C.R.

LES PROHIBITIONNISTES L'EMPORTENT A HULL

LES ELECTEURS DE HULL ADOPTENT LA PROHIBITION PAR UNE MAJORITE DE 1181.

(Dépêche de la Presse Associée)

Ottawa, 3. — Après l'une des plus chaudes campagnes sur la prohibition qu'on ait vues en Canada, les électeurs de Hull, ont adopté la prohibition par une majorité de 1,181 voix. Sur les 4,432 électeurs, 3,810 ont enregistré leur vote. Sur ce nombre 17 ont été rejetés et avec ce nombre éliminé, le vote a donné le résultat suivant:

Pour la prohibition 2,487
Contre la prohibition 1,306

Majorité pour la prohibition 1,181

Sept buvettes et trois marchands de liqueurs se verraient enlever leur licence. Bien que les licences ont été accordées pour une année à commencer du 1er mai 1917, les prohibitionnistes croient que le gouvernement provincial de Québec, vu la grande majorité et les conditions existantes concernant Hull et sa proximité de la capitale du Dominion, enlèvera les licences et établira immédiatement la prohibition.

En attendant, les buvettes et les magasins de liqueurs ouvriront leurs portes demain matin et si le gouvernement n'agit pas immédiatement, elles resteront ouvertes pour un an encore.

LE REAJUSTEMENT DES RELATIONS IMPERIALES

LA CONFERENCE IMPERIALE RENVOIE CETTE IMPORTANTE QUESTION APRES LA GUERRE TOUT EN RECONNAISSANT AUX DOMINIONS LEUR AUTONOMIE. — LES AUTRES RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LES DELEGUES.

Le réajustement p 1

UL ETA SHR ETA CMF ETA ETA ET

(Cable de la Presse Associée).

Londres, 3. — (Par l'entremise de l'agence Reuter d'Ottawa). — Le secrétaire des colonies, le très honorable Walter Long, a fait une déclaration touchant le travail de la conférence impériale de guerre, dont les séances vont se clore sous peu, ainsi que quelques-unes des résolutions adoptées par la conférence.

Il déclare que quelques questions sont d'une nature très confidentielle et leur publication n'aura lieu qu'après la guerre probablement. La déclaration est à l'effet que la décision a été unanime sur les résolutions dont on permet la publication. Dans aucune occasion, on n'a eu besoin de retirer une résolution faute d'entente.

En proposant un vote de remerciements au secrétaire d'Etat pour les colonies, qui agit comme président, sir Robert Borden, fait une touchante allusion à feu le brigadier général Long qui est tombé au service de son pays. Sir Robert et les autres membres de la conférence expriment aussi leur satisfaction pour la présence, à la conférence, d'un fils de l'homme d'Etat qui a tant fait pour promouvoir l'union impériale, feu Joseph Chamberlain.

Les résolutions recommandent la formation d'un comité représentant les autorités militaires du Royaume, des Dominions et des Indes, pour considérer les différents patrons de magasins et d'équipements militaires actuellement en usage, dans le but de choisir un patron uniforme pour tous, en autant que le permettront les circonstances spéciales de chaque pays. On recommande aussi que le personnel de l'ordonnance des organisations militaires de l'Empire soit entraîné dans les mêmes méthodes et les mêmes principes, et que les officiers d'ordonnance de toutes les parties de l'Empire soient attachés pour une période suffisante au département d'ordonnance impériale. De plus on recommande que l'Amirauté élabore, immédiatement après la guerre, un projet des plus effectifs pour la défense navale impériale, devant être soumis aux gouvernements concernés pour considération à une conférence qui sera tenue avec les représentants de l'Amirauté concernant la sécurité future de l'Empire.

La conférence accueille avec joie l'augmentation du nombre des commissaires de commerce et recommande que les gouvernements concernés accordent leur coopération dans un service, spécialement pour promouvoir le commerce inter-impérial.

La résolution de la conférence impériale de 1907 devrait être modifiée afin de permettre la pleine représentation des Indes dans les autres conférences impériales, et que l'on obtienne l'assentiment de tous les gouvernements.

La conférence prie le roi de constituer par une charte royale une commission impériale de tombes sur les lignes proposées par le prince de Galles au premier ministre. La conférence témoigne sa profonde appréciation de la générosité du gouvernement français en donnant à perpétuité le terrain où sont enterrés nos soldats et elle prie des arrangements semblables à être faits, en temps de paix, avec tous les gouvernements alliés, ennemis et neutres pour ce qui est de la péninsule de Gallipoli, la Mésopotamie, l'Afrique et ailleurs.

La conférence exprime l'opinion que le réajustement des relations constitutionnelles des parties constituantes de l'Empire est un sujet très important et obscur pour être discuté pendant la guerre et qu'immédiatement après la guerre cette question devrait être traitée à une conférence impériale spéciale.

La conférence déclare de plus qu'un tel réajustement, quoique conservant entièrement tous les pouvoirs existants du gouvernement autonome et le contrôle parfait des affaires domestiques, devrait être basé sur la reconnaissance complète des Dominions comme nations autonomes d'un commonwealth impérial, et des Indes, comme une partie indépendante de ce commonwealth; il devra reconnaître le droit des Dominions et des Indes de parler dans la politique et les relations étrangères, et qu'il devra pourvoir à des arrangements effectifs pour une consultation continue sur toutes les affaires importantes d'un intérêt impérial commun, et pour une telle action concertée fondée sur cette consultation que les différents gouvernements devront déterminer.

La conférence reconnaît l'importance d'avoir l'uniformité dans la politique et l'action de l'Empire en ce qui concerne la naturalisation et elle recommande les propositions soumises aux gouvernements d'outre-mer par le Home Office. On recommande aussi qu'il ne devrait pas y avoir de délai dans l'établissement à Londres d'un bureau impérial des ressources de minéral, dans lequel bureau tout l'Empire devra être représenté.

Vu l'expérience de la guerre, la conférence attire l'attention sur l'importance de développer adéquatement la capacité de production de matériel naval et militaire, de munitions et d'approvisionnements dans toutes les parties de l'Empire, y compris les contrées bordant les océans Pacifique et Indien où ces facilités n'existent pas actuellement. Elle affirme l'importance d'une coopération étroite entre les Indes, les Dominions et le Royaume-Uni sur cette question.

La conférence veut que le système actuel de la double taxe sur le revenu de l'Empire soit discuté immédiatement après la guerre et que la loi soit amendée de façon à remédier à la présente position défavorable.

Relativement à la guerre, la sauvegarde de l'empire et le développement nécessaire de ses parties constituantes aient une prompt attention et une action concertée en ce qui concerne, premièrement : la production suffisante des aliments et les arrangements nécessaires pour leur transport où et quand ils seront requis et sous toutes les conditions possibles; deuxièmement : le contrôle des ressources naturelles disponibles dans l'Empire, spécialement celles d'un caractère essentiel soit en temps de paix ou de guerre; troisièmement : l'emploi économique des ressources naturelles pour la fabrication de produits dans l'Empire; et elle recommande que les gouvernements concernés considèrent un projet de loi dans ce but.

Unis, au mois d'avril 1915. La preuve légale en a été faite hier devant le juge E. E. Cushman, au fauconnier. Sept américains ont comparu avec von Rintelen devant la cour du district. Le procès fait sensation ici vu

CHEMINS DE FER ET NAVIGATION

EXCURSIONS DE COLONS DANS L'OUEST DU CANADA

Winnipeg \$40.00
Edmonton \$52.00
Partout chaque mardi, du 8 mai au 31 octobre 1917.
Les billets sont bons pour deux mois.
Tarifs proportionnellement bas pour les autres points.
Pour autres informations, s'adresser au bureau des billets de la ligne, 230 rue St-Jacques, Montréal, ou écrire à Jas. Morrison, A.G.P.A., C.N.R., Montréal.

CANADIAN NORTHERN

que l'Allemand est le chef des espions en Amérique.

Il a été prouvé qu'en quatre mois von Rintelen a déboursé \$163,000 du capital apporté par lui d'Allemagne pour des fins d'espionnage. Ce capital a été déposé par lui à la "Transatlantic Trust Company", sous de fausses présentations. Selon l'opinion du gouvernement, cet argent était employé pour arrêter l'envoi de munitions aux Alliés, et cela en fomentant des grèves chez les ouvriers de munitions, à l'aide du "Conseil National des Métiers et du Travail."

Le témoignage touchant les sommes déboursées, fut rendu par Georges Plachman, trésorier de la "Transatlantic Trust Co." L'énormité de la somme, employée pour des fins de corruption a causé un grand émoi à la cour.

Le procureur du gouvernement, I. R. Oelond, demanda au trésorier Plachman si Rintelen lui avait dit combien il avait donné d'argent à David Lamar.

"Rintelen", répondit le témoin, "a déclaré que Lamar avait eu de lui au-delà de cent mille piastres."

Cette réponse importante fut faite malgré l'objection et les protestations de l'avocat de Lamar, qui prétendit que la question ne pouvait être posée. Le juge cependant déclara que cette question devait être retranchée de l'interrogatoire, et nullement considérée par le jury.

M. Plachman exposa clairement à la cour les méthodes d'agiotage et de grabege de von Rintelen. Il déclara que l'officier de marine allemand était arrivé ici le 3 avril 1915 et s'était enfui le 3 août de la même année de nouveau sous un faux-nom et avec un passeport forgé. Le témoignage n'a pas été établi comment Rintelen était débarqué en Amérique sous ce faux-nom.

Quatre jours après son arrivée, l'espion — toujours d'après M. Plachman — se rendit aux bureaux de la "T. T. Co." et ouvrit un compte de \$8,000 en argent comptant. Il se servit de son propre nom pour opérer cette transaction. Le 20 avril, il déposa \$200,000. De ce total, \$100,000 furent déposés par von Rintelen en son nom, et \$100,000 au nom de "E. V. Gibbons Co." L'Allemand déclara que tel était le nom social de la compagnie sous lequel il entendait faire affaire en ce pays. Enfin, le 20 mai, il déposa son plus gros montant, \$300,000; puis il échangea ce dépôt régulier contre des certificats de \$25,000 chaque, payables au porteur.

De cette façon, von Rintelen pouvait se servir de trois déguisements dans ses transactions: en payant par chèques, au porteur sans endossement, par le nom social de "E. V. Gibbons Co." et par certificats de dépôt.

M. Plachman déclara qu'il avait reçu autorisation de Rintelen de retirer des chèques au nom de "E. V. Gibbons Co."

Le nom de Lamar ne fut mentionné qu'hier à propos de paiement. L'avocat de la défense refusa d'admettre la véracité du témoignage de Plachman, prétendant qu'il était non fondé, incompétent et non de son ressort tant que la preuve légale ne sera pas faite, parce que le témoin n'était pas forcé ni obligé de faire aucune déclaration sur la formation ou l'existence du complot de l'Allemand von Rintelen. Alors le juge statua que le témoignage de Plachman serait retranché de l'interrogatoire si le gouvernement ne pouvait faire la preuve par d'autres évidences plus directes.

Avant de quitter le pays, M. Plachman dit que Rintelen n'a laissé que \$45,000 en dépôt, et que plus tard, sur cette balance, \$40,000 furent payés à un certain M. Stafford. Frederick Stafford, qui était importateur, fut l'un des premiers arrêtés pas les agents du gouvernement, et fut incarcéré à Ellis Island après la déclaration de la guerre des Etats-Unis contre l'Allemagne. Il fut relâché samedi dernier avec le consentement du procureur d'Etat, M. H. Snowden Marshall.

Le relâchement de Stafford, ainsi que le témoignage de Plachman prouvent que le gouvernement et la justice des Etats-Unis ne pourront compter maintenant que sur des Allemands et des Allemands-Américains, pour savoir tout ce qui concerne la conduite de la propagande allemande faite aux Etats-Unis, avant la guerre.

A cette nouvelle déplorable, on crut un instant que la cause allait être renvoyée avant qu'un seul témoin pût être interrogé. L'émotion fut causée par la conversation qu'eut Lamar avec un reporter. Lamar déclara que le gouvernement n'avait pas le droit de le poursuivre puisqu'il était actuellement sous sentence au pénitencier fédéral d'Atlanta, Ga., pour avoir influencé M. A. Mitchell Palmer de Pennsylvanie, afin de soutenir l'argent de J. P. Morgan & Co. Il apporta à l'appui un bref

CANADIAN NORTHERN

UN CHANGEMENT D'HORAIRE aura lieu

SAMEDI, LE 12 MAI 1917
Pour autres renseignements, s'adresser au bureau des billets de la ville, 230 rue St-Jacques, ou au bureau des billets de la gare, rue Ste-Catherine Est, Montréal.

25-3-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

EXCURSIONS DE COLONS

DU 8 MAI AU 30 OCTOBRE
chaque
MARDI
"Par voies ferrées" aussi par
Les Navires des Lacs
LES JEUDIS
"La route des Grands Lacs"
L'Ouest est le pays de l'avenir
Les fertiles prairies de l'ouest ont donné à cette partie du Canada l'importance qu'elle possède aujourd'hui. Il y a encore des milliers d'acres de sol fertile où les colons trouveront la prospérité. Profitez des taux spéciaux et voyagez par le

Pacifique Canadien

Renseignements aux bureaux des billets: 141-145 St-Jacques, Tél. M. 8125, 1401 et Windsor, rues Windsor et Place-Victoria.

26-1-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31

COMPAGNIE DES TRAMWAYS DE MONTREAL

HORAIRE DE LA BANLIEUE POUR 1916-17

LACHINE.—Du bureau de Poste.
Service de 15 min. de 5.40 a.m. à 5.00 p.m.
20 min. de 5.00 a.m. à 4.00 p.m.
10 min. de 4.00 p.m. à 3.00 p.m.
20 min. de 3.00 p.m. à 12.00 p.m.

De LACHINE.
Service de 15 min. de 5.40 a.m. à 5.00 a.m.
20 min. de 5.00 a.m. à 4.00 p.m.
10 min. de 4.00 p.m. à 3.00 p.m.
20 min. de 3.00 p.m. à 12.00 p.m.

SAULT-AUX-RECOLLETS ET ST-VINCENT DE PAUL.—De St-Denis à St-Vincent.
Service de 15 min. de 5.40 a.m. à 5.00 a.m.
20 min. de 5.00 a.m. à 4.00 p.m.
10 min. de 4.00 p.m. à 3.00 p.m.
20 min. de 3.00 p.m. à 12.00 p.m.

Tramway pour Henderson à St-Denis 12.00 a.m.
Tramway pour St-Denis à Henderson 12.45 a.m.

De St-Vincent de Paul à St-Denis.
Service de 15 min. de 5.40 a.m. à 5.00 a.m.
20 min. de 5.00 a.m. à 4.00 p.m.
10 min. de 4.00 p.m. à 3.00 p.m.
20 min. de 3.00 p.m. à 12.00 p.m.

Tramway de St-Vincent à St-Denis 1.10 a.m.
Tramway de St-Denis à St-Vincent 1.10 a.m.

CARTIERVILLE.—De la jonction Snowden.
Service de 15 min. de 5.40 a.m. à 5.00 p.m.
20 min. de 5.00 a.m. à 4.00 p.m.
10 min. de 4.00 p.m. à 3.00 p.m.
20 min. de 3.00 p.m. à 12.00 p.m.

De Cartierville.
Service de 15 min. de 5.40 a.m. à 5.00 p.m.
20 min. de 5.00 a.m. à 4.00 p.m.
10 min. de 4.00 p.m. à 3.00 p.m.
20 min. de 3.00 p.m. à 12.00 p.m.

MONTAGNE.—De l'Ave. du Parc et Mont-Royal.
Service de 15 min. de 5.40 a.m. à 5.00 p.m.
20 min. de 5.00 a.m. à 4.00 p.m.
10 min. de 4.00 p.m. à 3.00 p.m.
20 min. de 3.00 p.m. à 12.00 p.m.

De l'Ave. Victoria.
Service de 15 min. de 5.40 a.m. à 5.00 a.m.
20 min. de 5.00 a.m. à 4.00 p.m.
10 min. de 4.00 p.m. à 3.00 p.m.
20 min. de 3.00 p.m. à 12.00 p.m.

De l'Ave. Victoria.
Service de 15 min. de 5.40 a.m. à 5.00 a.m.
20 min. de 5.00 a.m. à 4.00 p.m.
10 min. de 4.00 p.m. à 3.00 p.m.
20 min. de 3.00 p.m. à 12.00 p.m.

"QU'ON DESENCOMBRE DONC LES PROFESSIONS LIBERALES"

TEL EST LE DESIDERATUM FORMULE PAR LE R. P. LECOMPTÉ, ANCIEN PROVINCIAL DES JESUITES DANS UN ARTICLE PUBLIE DANS L'"ACTION FRANÇAISE".

POURQUOI LES ELEVES DES COLLEGES CLASSIQUES N'EMBRASSERAIENT-ILS PAS LES CARRIERES AGRICOLE OU AUTRES ?

LOIN DE LEUR NUIRE, LA FORMATION CLASSIQUE NE CONTRIBUE-RA QUE PLUS A SE SPECIALISER EN ENTRANT DANS LES ECOLES TECHNIQUES, AGRICOLES OU DES HAUTES ETUDES.

L'Action française, organe officiel de la Ligue des Droits du Français, nous arrive avec un fort intéressant article de R. P. Lecompté, ancien provincial des Jésuites.

Sous le titre "La source du renouveau", l'auteur trace aux étudiants des collèges classiques, comme à leurs parents, un programme nouveau ; il indique une orientation nouvelle des énergies et des facultés de notre jeunesse.

Notre grand regret, le manque d'espace nous empêche de publier le texte même de cet appel aux élèves des collèges classiques ; nous voulons toutefois en reproduire les principaux passages.

Comme M. Ed. Montpetit, comme l'abbé Lionel Groulx, le R. P. Lecompté veut que nos jeunes compatriotes sortent des sentiers battus ; il souhaite qu'ils s'orientent "vers la supériorité", et qu'ils commencent "une action intellectuelle". Mais pour ce faire il faut des indications et l'ancien provincial des Jésuites, qui est aussi un grand éducateur, formule son desideratum.

Voici ce qu'il dit aux ouvriers et aux hommes d'affaires :

Qui n'a gémé, par exemple, de voir tant de nos ouvriers, si intelligents d'ailleurs, si ingénieux, si débrouillards, parfaitement ignorants de la technique de leur métier, incapables de remonter des effets aux causes, incapables d'analyser un peu élaborées, et par là même voués aux pannes inférieures, au pic et à la pelle du manoeuvre ? Combien de nos commerçants, combien de nos industriels peuvent se prononcer avec compétence sur l'organisation plus complexe des entreprises modernes, sur la géographie commerciale, physique des deux hémisphères, l'état actuel de la production, le mouvement de l'échange mondial, etc. ? La nécessité de l'étude s'impose donc ; elle s'impose pour un plus grand nombre, si nous voulons sortir du rang inférieur que nous occupons au point de vue économique. L'élan a été donné ; qu'il s'accroisse. Nous avons des Ecoles techniques, des Instituts agricoles, une Ecole des Hautes Etudes Commerciales, l'Ecole Polytechnique. La fréquen-

tation laisse à désirer, dit-on. Il faudrait doubler, quadrupler, décupler le nombre de leurs élèves. Nous serions vite alors nantis, dans tous les domaines, d'une élite vraiment imposante.

Aux élèves des collèges classiques le R. P. Lecompté veut aussi des carrières nouvelles.

Qu'on nous permette d'énoncer ici, après bien d'autres, un desideratum. Pourquoi les élèves de nos collèges classiques, qui ne se destinent pas au sacerdoce, se croient-ils tenus, à mesure qu'ils franchissent le seuil du collège, d'aller encombrer les professions dites libérales ? Au lieu d'y végéter misérablement, combien d'entre eux ne feraient-ils pas, après les quelques études supplémentaires, ad hoc, d'excellents agriculteurs, négociants, industriels, ingénieurs. Ils seraient tout d'abord — et je crois bien que la preuve en est déjà faite — les meilleurs élèves des diverses écoles énumérées plus haut. On les verrait ensuite, les uns grands fermiers, chefs de culture, initiateurs de tous les progrès dans nos belles campagnes, d'autres mener le commerce, d'autres l'industrie, d'autres le génie civil, et dans toutes ces branches se montrer supérieurs à leurs fonctions et par là exercer autour d'eux une influence profonde.

Nombreux seront ceux qui se scandaliseront d'un tel conseil, tant est encore fort chez nous le préjugé contre les études classiques. On croit que ces études ne sont bonnes qu'à faire des hommes de professions ; loin de là et le R. P. Lecompté le démontre bien dans son article.

Les études classiques sont utiles à tout, dit-il. L'étude des langues anciennes et modernes, avec l'histoire et la géographie, des mathématiques et des sciences appliquées et une philosophie solide, donnent aux facultés du jeune élève ce fini et cette force qui en font déjà un homme.

Le R. P. Lecompté a prévu une objection ; celle que l'on fait sans cesse, et il l'exprime dans les termes qui suivent :

(Suite à la page 3)

COMMENT L'HONORABLE M. PATENAUE ET MONSIEUR RAINVILLE S'OCCUPENT DES INTERETS DE LA RIVE SUD

Au grand détriment des cultivateurs de cette région, ces messieurs ont laissé augmenter de 100 pour cent et plus les péages du pont Victoria

L'HON. M. REID CONVOQUE M. RAINVILLE A UNE ENTREVUE POUR DISCUTER CETTE QUESTION ET M. RAINVILLE NE REPOND PAS

L'hon. M. Rodolphe Lemieux, ému des protestations que cette augmentation injustifiée a provoquées, prend les intérêts des habitants de Rouville et de toute la rive Sud

(Du Correspondant du "CANADA").

Ottawa, 2 mai, 1917.

L'honorable M. Lemieux, dont les commettants du comté de Rouville sont grandement intéressés dans les péages exigés par le Grand-Tronc pour l'usage des passerelles adossées au pont Victoria, vient d'obtenir, sur un ordre de la Chambre, communication des documents relatifs à la récente augmentation des taux de péage sur ces passerelles, augmentation demandée par le Grand-Tronc le 6 janvier dernier et accordée par Arrêté du Conseil, sur proposition de M. Reid, faisant fonctions de ministre des Chemins de Fer, le 17 février suivant.

Cette modification très sensible des taux établis en 1909, semble avoir passé inaperçue des intéressés. Elle comportait pourtant une augmentation de 100 pour cent et plus sur les péages payables par les automobiles et les camions automobiles ; il semble que pour les voyageurs à pied et les voitures à traction animale, les taux n'aient été modifiés que légèrement, principalement par la suppression du privilège d'un taux réduit pour aller et retour.

Ce n'est qu'après coup que des protestations se sont élevées. L'hon. M. Patenaude, qui est censé protéger la population de la rive sud, s'est contenté, le 7 avril seulement, d'écrire à l'hon. J. D. Reid, faisant alors fonctions de ministre des Travaux Publics, pour lui signaler l'agitation produite dans la région et reflétée par la presse — la presse française seulement, fait-il remarquer — et suggérer la révision de l'Arrêté du Conseil.

M. Reid lui répondit le 11 avril, qu'il avait écrit à M. Rainville, le député de Chambly-Verchères, lui offrant une entrevue à ce sujet, mais que M. Rainville ne s'était pas donné la peine de lui répondre.

Voici, d'ailleurs, ce que permet de reconstituer la correspondance obtenue par l'hon. M. Lemieux :

Le 6 janvier 1917, MM. Pringle et Guthrie, avocats d'Ottawa, représentant la compagnie du Grand-Tronc, sollicitent du département des Chemins de Fer l'approbation par le Gouverneur en Conseil d'un nouveau tarif de péage sur le pont Victoria pour remplacer celui qui a été approuvé le 18 mai 1909.

La raison donnée pour l'augmentation des péages, c'est que le trafic a beaucoup augmenté et que les frais d'entretien du pont ont augmenté considérablement.

Le 17 février, un arrêté du Conseil approuvait le nouveau tarif, sur la recommandation du ministre intérimaire des Chemins de fer.

Le 24 mars seulement, la Chambre de Commerce de la rive sud adoptait une résolution protestant contre l'augmentation des péages qu'elle déclare non justifiée et inattendue, lorsque l'on songeait plutôt à demander une diminution et demandant au gouvernement de retarder la mise en vigueur du nouveau tarif jusqu'à l'enquête. La Chambre exprime en outre l'opinion que le gouvernement devrait plutôt obtenir du G. T. R., le libre usage des passerelles du pont Victoria, la seule route qui permette à la rive sud de communiquer avec Montréal.

Cette résolution était transmise le 18 mars à Sir Geo. E. Foster, premier ministre intérimaire, par M. Wayland Williams, président de la Chambre.

Le même jour, Sir Geo. E. Foster la transmettait à l'hon. M. Cochrane, ministre des Chemins de fer, qui, le 29, la transmettait à son tour à M. Chamberlain, le président de la Cie du G. T. R.

Le 30 mars, M. Galloway, assistant de M. Chamberlain, informe M. Cochrane que sa communication a été passée à M. J. E. Dalrymple, vice-président chargé du trafic.

Le 29 mars, une résolution de protestation du conseil de ville de Longueuil en date du 26, est transmise à Sir Geo. Foster, qui la transmet le 30 à M. Cochrane par qui elle est passée à M. Dalrymple.

Une résolution de même nature, adoptée le 2 avril par le conseil de ville de Laprairie suit le même chemin.

La pièce suivante est une lettre datée le 7 avril, de M. Dalrymple, vice-président du G. T. R., à l'hon. M. Cochrane, l'informant qu'il a rencontré M. Rainville, M. Gordon, maire de St-Lambert et M. Wayland Williams, président de la Chambre de Commerce de la rive sud, et que, après discussion, quelques réductions au tarif ont été accordées, et que tout est arrangé à la satisfaction des parties.

Suivent des résolutions de protestation du conseil de ville d'Iberville (4 avril) et du conseil de ville de Sherbrooke (7 avril).

Ce n'est qu'à cette date, 7 avril, lorsque tout est terminé, que nous trouvons une lettre de l'hon. M. Patenaude à l'hon. Dr Reid, lequel, d'ailleurs, comme on l'a dit, après avoir en vain essayé de rencontrer M. Rainville, s'en décharge sur l'hon. M. Cochrane.

De sorte que les taux de péage restent outrageusement augmentés au grand détriment des populations de la rive sud et que les seules modifications qui ont pu être obtenues, l'ont été par les intéressés qui se sont adressés directement au Grand-Tronc.

GRANDE ASSEMBLEE LIBERALE

ELLE AURA LIEU CE SOIR, A L'ANCIEN HOTEL DE VILLE SAINT-LOUIS

CE SOIR, 4 MAI,

sous la présidence de M. Omer Legrand et à laquelle porteront la parole plusieurs orateurs libéraux. La réunion se tiendra dans la salle de

L'HOTEL DE VILLE DE SAINT-LOUIS

(Coin St-Laurent et Laurier)

Les grandes questions politiques du jour seront tour à tour discutées par :

M. Athanase DAVID, député de Terrebonne ;

M. Nap. TURCOT, député de Laurier ;

M. Pamphile DU TREMBLAY, candidat libéral, dans Laurier, aux prochaines élections fédérales.

M. Cha. QUERY, vice-président de la Fédération des Clubs Libéraux ;

M. Irénée VAUTRIN, président de l'Association de la Jeunesse Libérale ;

M. Georges ROBERT, avocat ; M. Amédée MONETTE.

Cette assemblée sera sous les auspices de la Jeunesse Libérale, section nord.

Les membres du club Bédard sont priés d'être présents à cette réunion.

LA CELEBRATION DE LA FETE DE JEANNE-D'ARC

Elle aura lieu le 19 mai, sous les auspices de l'Union Nationale française. — Le programme.

Comme les années précédentes, la colonie française de Montréal célébrera la fête de la patronne de la France, Jeanne d'Arc, le 19 mai prochain.

Cette célébration sera sous les auspices de l'Union Nationale Française et sous le haut patronage du consul général de France au Canada. Le 19 au matin, une messe sera dite en commémoration des soldats français morts au champ d'honneur, après le service, la colonie française se rendra devant la maison française de la Place Viger et on déposera au pied des statues de Jeanne d'Arc et de la France, des couronnes.

Par permission spéciale, le 19 mai sera la "Journée de Jeanne d'Arc" ; on verra donc, cette journée-là, sollicitant pour les malheureux qu'assiste l'Union Nationale Française, de gentilles quêtes, le brassard tricolore au bras, sollicitant, disons-nous, l'obole de la générosité des passants.

Comme on le voit, la célébration de la fête de Jeanne d'Arc est des plus modestes ; elle a un but, la charité. Cette fête est peut-être le prélude d'une autre qui, celle-là, si elle survient, sera grandiose et, osons l'espérer, ce sera la journée du grand général qui put, il y a bientôt trois ans, grâce à son génie et au courage de ses soldats, arrêter à la Marne l'invasion des barbares ; cette journée sera celle de la France.

"LA GLACE N'EST PAS UNE NECESSITE DE LA VIE"

C'est du moins ce qu'on voit dans l'ordre en conseil du gouvernement. — De sorte que les commissaires ne purent télégraphier au ministre du Travail.

Il est difficile de tenter de diminuer le coût de la vie en se basant sur l'ordre en conseil du gouvernement.

Les commissaires avaient hier aux mesures à prendre pour arrêter l'exploitation du "trust" de la glace. Se rappelant la lettre récente du ministre du Travail, l'honorable M. Crothers, à propos des plaintes portées contre les marchands de charbon, ils décidèrent de s'adresser directement à lui pour lui exposer qu'il y avait une "combine" des marchands de glace et lui demander s'il allait intervenir, sinon la ville verrait elle-même à prendre les mesures nécessaires.

On avait pratiquement décidé de télégraphier au ministre du Travail, mais, auparavant, on voulait avoir l'avis de M. Lacombe. Bien en prit aux commissaires, car ils en auraient été pour leurs démarches.

En effet, la glace ne fait pas partie des articles mentionnés dans l'ordre en conseil ; ce n'est pas une nécessité de la vie.

Les commissaires reprendront ce matin l'étude de la question avec M. Lacombe. En dépit des restrictions multiples de l'ordre en conseil, on a bon espoir de trouver une solution. Le maire a déclaré hier qu'il soulèverait la question à Ottawa.

LES OUVRIERS CONTRE LA CESSON DE L'ILE SAINTE-HELENE

Le conseil des Métiers et du Travail s'oppose au contrat de la ville avec la Canada Steamship.

La lecture du rapport du comité exécutif demandant que le conseil des métiers et du travail s'oppose énergiquement à la cession de l'île Sainte-Hélène par la ville à une compagnie commerciale, a donné lieu, hier soir, à la réunion habituelle des délégués du conseil des Métiers et du Travail, au No 417 rue Ontario est, à un débat très vif sur cette question.

Le délégué Lescapelle avait demandé que cette motion demeure sur la table des délibérations jusqu'à ce que se soit procuré d'autres informations sur ce sujet. M. Jos. Ainey, commissaire de la ville et qui se trouvait à cette réunion répondit alors que cet amendement retarderait l'expression d'opinion des membres de ce conseil sur un sujet aussi important.

"Le bureau des commissaires a déjà décidé de prendre en sérieuse considération l'offre de la Canada Steamship". Le commissaire explique ensuite ce qu'il entend de faire la compagnie pour l'amélioration de l'île, ce que la ville retirera, etc.

M. Dupont insiste pour que le conseil s'occupe de cette affaire immédiatement. "On s'est déjà fait jouer en attendant trop longtemps. A nous d'être sur nos gardes".

Pour lui, il est contre l'offre du contrat à la Canada Steamship. "Nous n'avons presque pas de parcs publics. Le peu que nous avons tachons de le garder pour nous".

Quant à M. France, vu la situation financière de la ville, il trouve que les membres du conseil devraient étudier les faits avant de se prononcer sur ce sujet. Si la ville peut faire un bon marché en concédant une partie du parc, cela améliorera peut-être la situation financière.

M. Ainey revenant à la charge subdivise la question qui occupe l'assemblée en deux parties.

La première est une question de principe et c'est par ce côté qu'elle nous intéresse. Il s'agit de savoir si l'on va prendre les parcs publics gratuits pour les donner à une compagnie d'exploitation pour des fins commerciales.

"Nous devons décider si nous sommes en faveur du principe de la cession des parcs publics aux compagnies. Si nous retardons nous sanctionnons ce principe par notre silence. Il y a urgence."

THE ARBOUR HOTEL COMPANY LIMITED

Liquors et cigares de choix

Repas réguliers à 35c.

187 BOULEVARD ST-LAURENT

Recueilli et transporté par l'ambulance à l'hôpital Notre-Dame, son état est considéré comme assez grave.

ASPXYIE PAR LE GAZ

Louis Delorme, âgé de 70 ans, peintre, demeurant 562 avenue Laval, a été trouvé asphyxié par des émanations de gaz, au No 2638 rue Hutchison, 611 E. travaillant.

Recueilli et transporté par l'ambulance à l'hôpital Notre-Dame, son état est considéré comme assez grave.

Le "CANADA", 73 Saint-Jacques.

LE GOUVERNEMENT VA-T-IL FAIRE DES ELECTIONS?

C'est la question que se pose tout le monde et à laquelle l'honorable M. Chs. Marcell s'efforce de répondre, dans sa lettre au "Montreal Herald".

L'hon. M. Chs. Marcell, député de Bonaventure, qui est bien en position pour voir ce qui se passe dans la capitale et surtout dans les milieux politiques, écrivait mercredi au "Montreal Herald" :

La rumeur qui circule dans les corridors de la Chambre des Communes et pendant les débats même de la Chambre est que nous allons avoir de nouvelles élections plus tôt que le peuple s'y attend.

Le visiteur le plus désintéressé est mis au courant de cette rumeur en moins d'une quinzaine de minutes de séjour dans la Capitale. La seule question qui n'est pas résolue est celle de la date de ces élections. D'aucuns ont d'avis qu'au plus tôt que le premier ministre Robert Borden sera officiellement informé de l'intention bien arrêtée des chefs de l'opposition de ne pas accorder de prolongation du terme parlementaire, il en appellera au peuple après avoir dissous les Chambres.

C'est ce que pensent les lutteurs de la Droite. S'ils ne sont pas nombreux mais ils existent cependant. La

majorité au contraire croit que Sir Robert Borden expédiera tout le programme de la session, s'assurera l'argent nécessaire, prorogera les Chambres et attendra jusqu'en septembre ou octobre avant de se soumettre au verdict du peuple. Cela permettra à son parti d'avoir le temps de parcourir le pays et d'inspecter sur la fin possible de la guerre avant l'ouverture des polls.

Six mois de plus au pouvoir avec les frais immenses que cela occasionne n'est pas à dédaigner au point de vue de la partisannerie. La mesure devant la Chambre et qui soulève le plus de discussion est le "Highway Act" par lequel le gouvernement cherche à se faire octroyer \$10,000,000 pour la construction de bons chemins, ici et là ; ce qui lui donnerait un grand atout en cas d'élections. Les opposants feront des pieds et des mains pour empêcher cette loi de passer. S'il n'y a pas d'autres questions soulevées en dehors de celles déjà sur la tapis la session se terminera à la fin de juin.

L'INAUGURATION OFFICIELLE DE LA BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE PAR LE MARECHAL JOFFRE

L'échevin Dubeau soumettra, ce matin, un beau projet à ses collègues du comité de Réception. — Une délégation se rendra peut-être à New-York pour inviter les délégués à visiter Montréal.

Le gouvernement canadien ayant invité officiellement les délégués de la mission des Alliés à visiter le Canada, l'échevin Dubeau, président du comité municipal de réception, a convoqué son comité pour ce matin à 11.30 heures, afin d'aviser aux fêtes que la ville de Montréal organisera en leur honneur.

Les distingués visiteurs devant être à New-York la semaine prochaine, où ils seront reçus triomphalement, l'échevin Dubeau suggérera qu'une délégation du conseil et du bureau des commissaires aille les inviter officiellement à visiter Montréal.

Quant aux fêtes qui devront avoir lieu, l'échevin Dubeau proposera une grande réception civique, et il croit que le meilleur endroit pour la faire serait la nouvelle bibliothèque, dont l'installation intérieure, à ce moment, ne sera pas encore complète, et qui, par conséquent, offrira tout l'espace voulu pour la foule qui s'y rendra.

Les salles décorées de fleurs et de drapeaux présenteraient un spectacle très beau et l'inauguration officielle de la bibliothèque avec le héros de la Marne serait un grand événement.

ADORATION NOCTURNE

Les membres de l'Adoration Nocturne sont priés de se rendre, ce soir, vendredi, à 8 heures, à l'Asile de la Providence, 369 Est Ste-Catherine, pour la célébration des Quarante-Heures.

AU CLUB DE REFORME

M. JOHN SINCLAIR, SAMEDI

M. John H. Sinclair, député libéral de Guysboro, N.-E., à la Chambre des Communes, sera l'hôte d'honneur du Club de Réforme, au déjeuner de samedi, à une heure.

M. Sinclair, l'un des orateurs les plus écoutés de la Chambre, discutera les "Questions Politiques du Jour".

MADAME VEUVE PIERRE MONASTESSE

(Dépêche au "Canada").

Contrecoeur, 3.—Nous avons le regret d'annoncer la mort de Mme Veuve Pierre Monastesse, née Anaflette Dupré, âgée de 83 ans, survenue hier matin à Contrecoeur. La mort a été levée à l'affection des siens, une femme de bien dont la disparition sera vivement regrettée de tous ceux qui ont pu apprécier ses nombreuses qualités.

Elle laisse pour déplorer sa perte son fils Joseph, deux frères Alphonse et Hercule Dupré, trois sœurs, dont deux religieuses, Rvdes Soeurs Cornélie et Mère Basille des Soeurs des SS. Noms de Jésus et Marie ; Mme Azarie Choquet, notaire, et un grand nombre de petits-fils et neveux. Les funérailles auront lieu samedi à 8 heures en l'église paroissiale de Contrecoeur.

A ses membres affligés, le Canada offre ses sincères sympathies.

AU "ART GALLERY"

Allez tous visiter la très intéressante exposition des trophées de guerre et collection d'articles de guerre de toute sorte, qu'on vient d'ouvrir dans la bâtisse du "Art Gallery", rue Sherbrooke-ouest.

Elle est du plus haut intérêt, et tous doivent se faire un devoir de s'y rendre.

L'admission n'est que de vingt-cinq sous et la totalité des recettes est versée à la Croix-Rouge.

UNIVERSITE LAVAL

FACULTE DES ARTS

Ce soir, à 8 heures 15

Salle des Conférences. Professeur J. B. Lacombe : Cours d'esthétique et d'histoire de l'art. 1^{re} et dernière leçon. Une ville d'art gothique : Rouen, capitale de la Normandie.

RESTITUTION

La compagnie des Tramways de Montréal accuse réception de la somme de \$20 qu'une personne inconnue vient de lui restituer.